



Défilé de la Coupe Grey

La Presse

cyberpresse

8h30 > Signature du livre d'or à l'hôtel de ville
MIDI > Départ rue Sainte-Catherine, de Guy à McGill
12h30 > Le public est invité à rencontrer les joueurs

Cahier Sports, pages 5, 8 et 9

Anthony Calvillo

2 | **3**

Therrien tire les bons numéros

Cahier Sports, pages 2 à 4

MONTRÉAL | MERCREDI 27 NOVEMBRE 2002 | LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE | 119^e ANNÉE > NO 39 > 92 PAGES > 6 CAHIERS | 65 ¢ TAXES EN SUS | EST ET NORD-OUEST DU QUÉBEC > HULL-OTTAWA > 70¢ | FLORIDE 1,75 \$ U.S.

C'est le fouillis à la SAQ

500 000 caisses de vins fins dorment dans les entrepôts

DENIS LESSARD

QUÉBEC – La gestion de la Société des alcools est sur la sellette. Après des années d'une stratégie de commercialisation énergique, la société d'État se retrouve avec un gigantesque inventaire de 500 000 caisses de vins coûteux, presque une bouteille par Québécois.

«C'est le lourd héritage de l'administration Frigon», a accusé Yves Michaud, ancien négociant en vins qui demandait hier que le vérificateur général se plonge au plus vite dans les livres de la société d'État.

Dans une lettre circulaire à ses fournisseurs, la SAQ a, le 15 octobre, annoncé qu'elle imposait un moratoire jusqu'en septembre 2003 sur l'entrée de tous les nouveaux vins «en spécialité» parce que le nombre de «produits répertoriés est très important et que leur niveau d'inventaire demeure élevé».

«Nos clients sont de plus en plus curieux, intéressés à de nouveaux produits. Actuellement on en a assez pour passer à travers Noël et les mois qui vont suivre», a expliqué hier Louis Roquet, président de la SAQ. M. Roquet trouve «tordante» la sortie de M. Michaud. «C'est un homme qui aime les coups d'éclat, résume-t-il, qu'il commence par nous poser des questions et il pourra demander une enquête policière s'il le veut.»

Voir FOUILLIS en A2

JUSQU'AU BOUT!



Miss Canada, Lynsey Bennett (à droite), a annoncé hier qu'elle réintégrait le concours de Miss Monde qui, après le fiasco nigérian, se tiendra à Londres le mois prochain. À ses côtés, Sylvia Stark, présidente de Miss Canada International.

Une fatwa appelle à la mort de la journaliste nigériane

«Les musulmans pensent qu'il était immoral d'inviter 92 femmes au Nigeria pour leur demander de se complaire dans la vanité. Qu'en aurait pensé Mahomet? En toute honnêteté, il aurait probablement choisi une épouse parmi elles.»

Quand Isioma Daniel a écrit ces lignes, le 16 novembre, elle ne pouvait se douter que, 10 jours plus tard, son pays serait au bord du chaos, les 92 reines de beauté auraient pris la fuite et une fatwa aurait été prononcée contre elle.

La jeune chroniqueuse de mode du quotidien nigérian *This Day* devait écrire un court texte sur



ISABELLE HACHEY

LA PRESSE À LONDRES

la tenue du concours Miss Monde à Abuja. Elle a sans doute pensé qu'un peu d'humour rehausserait son article. Elle ne pouvait s'imaginer que sa prose maladroite lui coûterait son emploi. Et, peut-être, sa vie.

«Il est obligatoire pour tous les musulmans, où qu'ils se trouvent, de considérer le meurtre de l'auteure comme un devoir religieux», a déclaré lundi soir Mamuda Aliyu Shinkafi, gouverneur adjoint de l'État de Zamfara, dans un discours retransmis à la radio nationale.

Voir FATWA en A2

SANTÉ URBAINE

Montréal gravement malade

ANDRÉ DUCHESNE

Avec plus de suicides, une population plus stressée, plus de fumeurs, plus de morts dues au cancer et le plus haut taux de mortalité évitable, Montréal se retrouve dans le peloton de queue des grandes villes canadiennes en matière de santé urbaine.

Voilà le triste état de la santé des Montréalais, illustré dans le rapport annuel de la régie régionale de la santé et des services sociaux de Montréal-Centre et rendu public hier. Nouveauté cette année, ce rapport inclut des comparaisons avec d'autres régions urbaines présentant des caractéristiques démographiques comparables: Ottawa, Toronto, Winnipeg, Calgary et Vancouver.

Si les auteurs du rapport constatent une amélioration de la santé des Montréalais dans le temps, ils se désolent du fait que la métropole est à la traîne des autres villes canadiennes et des disparités existant entre les sous-régions de la ville. «Il existe à Montréal des déficits sur le plan de la santé de la population qui requièrent de la part des décideurs un intérêt plus marqué et des actions plus déterminantes que par le passé», lit-on dans l'introduction du document.

Le dévoilement du rapport précède la présentation du plan triennal d'intervention de la régie qui sera dévoilé sous peu et qui s'articulera autour d'une stratégie visant à aplanir les disparités entre les sous-régions et à mettre plus d'efforts sur la prévention.

Il suffit de lire quelques données rapportées dans ce rapport pour voir à quel point Montréal est mal en point.

D'abord, Montréal présente le plus haut taux de fumeurs chez les 12 ans et plus avec 26,9 % en 2000-2001; Vancouver ferme la marche avec 13,6 %. Montréal détient aussi le plus haut taux de mortalité par cancer du poumon avec 56,6 personnes par tranche de 100 000. La donnée date de 1996.

Voir MALADE en A2

L'auteure de la controverse sur le «crétin» démissionne

GILLES TOUPIN



Françoise Ducros, directrice des communications au bureau du premier ministre Jean Chrétien, a dû démissionner en raison des propos qu'elle a tenus à l'égard de George W. Bush.

OTTAWA — La pression et le tapage autour de l'invective de «crétin» lancée à propos de George W. Bush par la directrice des communications du bureau du premier ministre, Françoise Ducros, ont eu raison hier de la fidèle collaboratrice de Jean Chrétien.

Elle a remis sa démission affirmant dans une lettre à M. Chrétien que, étant donné l'ampleur de la controverse, il lui était impossible désormais d'accomplir son travail. Le premier ministre n'a pu faire autrement que d'accepter le départ de sa protégée.

Mercredi dernier à Prague, à la veille du sommet de l'OTAN, M^{me} Ducros avait affirmé, lors d'une conversation privée avec un journaliste de la CBC, que le président George W. Bush était un «crétin» (*moron* en anglais). Témoin de cette discussion, le journaliste Bob Fife, du *National Post*, a rapporté ces propos dans l'édition du lendemain du quotidien torontois.

L'affaire a pris des proportions énormes à Ottawa alors que l'opposition a demandé la démission immédiate de l'attachée de presse de M. Chrétien et a exigé du chef du gouvernement qu'il présente des excuses au président des

États-Unis. Au cours du week-end, les grands journaux américains se sont emparés de l'affaire pour en faire leurs choux gras. La controverse s'est même rendue jusqu'à l'émission *Crossfire* de la chaîne CNN où l'on a débattu de l'impact du faux pas de M^{me} Ducros sur les relations canado-américaines. Lundi soir, à l'émission *The Tonight Show* de Jay Leno, le fameux animateur n'a pas manqué de se servir de l'incident pour ridiculiser les Canadiens. Même à Bagdad, le journal officiel du parti Baas de Saddam Hussein, *Al-Saoura*, s'est servi de la remarque de Françoise Ducros pour affirmer que «le président Bush était la personne la plus détestée au monde».

À cela s'est ajouté la perspective de la réunion du caucus libéral ce matin à Ottawa, selon des sources citées hier par un quotidien anglophone, où plusieurs députés — et même des ministres — se préparaient à exiger le départ de M^{me} Ducros, estimant que le travail de cette dernière laissait à désirer depuis longtemps et que son attitude hostile envers les médias nuisait considérablement au premier ministre.

Mais M. Chrétien a exprimé devant les journalistes hier sa satisfaction face au travail de M^{me} Ducros, qui est à ses côtés depuis

1999. «Elle m'a expliqué sa situation vendredi, a affirmé le premier ministre, et je n'ai pas accepté sa démission. Seulement, cette semaine, après avoir réfléchi sur le problème et sur les difficultés que ça lui causait, elle aimait mieux ne plus continuer dans son travail et prendre la retraite qu'elle m'avait dit qu'elle allait prendre dans les semaines à venir de toute façon.»

M. Chrétien a souligné que sa collaboratrice avait rencontré le greffier du Conseil privé dimanche soir, Alexander Himelfarb, pour discuter de son avenir. M^{me} Ducros désire retourner travailler dans la fonction publique d'où elle est issue. «Je suis désolé, a ajouté Jean Chrétien, parce que c'est une personne très compétente et qui servait le gouvernement très bien.»

Plusieurs commentateurs et journalistes ont alimenté le débat hier, ici à Ottawa, autour du contexte de la remarque de M^{me} Ducros, faite dans un cadre non officiel. Certains ont souligné qu'il s'agissait davantage d'une vendetta de la part de la Tribune de la presse parlementaire plutôt que d'une affaire qui concernait la nature des rapports entre le Canada et les États-Unis.

Voir AUTEURE en A2

MON CLIN D'OEIL STÉPHANE LAPORTE

L'affaire des Miss Monde au Nigeria est une grande première dans l'histoire de l'humanité. Pour la première fois, des personnes sans opinion sur quoi que ce soit ont réussi à déclencher une émeute!

AUJOURD'HUI DANS LA PRESSE			
Arts et spectacles - télévision	C1-C8	La Presse Affaires	D1-D24
Avis	D24	Loteries	A2, A12
Bandes dessinées	D25	Monde	A20-A23
Bridge		Mots croisés	D25, S12
Carrières	D16-D17	Mot mystère	D25
Décès	E6, E7	Petites annonces	E2
Éditorial	A14	- immobilier	E2, E4
Êtes-vous observateur?	E2	- marchandises	E4
Feuilleton	D25	- emplois	E4, E5
Forum	A25	- automobile	E5, E6
Horoscope	E6	- affaires	D6
		Politique	A4-A12

MÉTÉO Voir S16

Passages nuageux
Maximum -3 > minimum -10



1
3
4
6

J'adore

le charme et la gastronomie du Vieux-Québec!

Forfait tout inclus à partir de

169\$*

*Pour 2 nuits, par pers., en occ. double.

1.877.999.9620 www.vieuxquebec.com

DEMAIN DANS LA PRESSE



La coqueluche des gastronomes pressés

Pour reposer notre tête et laisser errer notre gourmandise en toute simplicité, l’Australienne Donna Hay, nouvelle coqueluche des gastronomes pressés, nous offre ses livres de recettes zen et maintenant un magazine de cuisine distribué au Canada. Marie-Claude Lortie a rencontré à Sydney cette nouvelle Martha Stewart pas compliquée.

À lire demain dans le cahier Actuel

AUJOURD’HUI SUR CYBERPRESSE



➤ Revivez en photos la saison 2002 des Alouettes

jusqu’à leur conquête de la Coupe Grey
cyberpresse.ca/alouettes

➤ Venez clavarder avec la comédienne Macha Grenon à midi
cyberpresse.ca/clavardage

➤ Protocole de Kyoto: le gouvernement canadien ne fléchit pas
cyberpresse.ca/kyoto

POUR NOUS JOINDRE | La Presse

La Presse / cyberpresse.ca,
7, rue Saint-Jacques, Montréal (QC) H2Y 1K9

TÉLÉPHONE

RÉDACTION

redaction@lapresse.ca (514) 285-7070

ABONNEMENT

(514) 285-6911

abonnement@lapresse.ca

1-800-361-7453

PETITES ANNONCES

petitesannonces@lapresse.ca 1-866-987-8363

DÉCÈS ET REMERCIEMENTS

deces@lapresse.ca (514) 285-6816

LOTERIES

LA QUOTIDIENNE ➤ À trois chiffres : 2-2-0 ➤ À quatre chiffres : 2-5-8-6

SUITES DE LA UNE

MALADE

Suite de la page A1

Toujours en 1996, Montréal détenait avec Winnipeg le plus haut taux de mortalité imputable à des cardiopathies ischémiques (infarctus, angine). Ce taux était de 40 % plus élevé qu’à Calgary ou Vancouver.

En santé mentale, la situation est aussi alarmante. Le taux de mortalité par suicide était de 14,6 personnes par 100 000 habitants en 1996, contre 9,8 à Ottawa, 8,3 à Toronto et 8,5 à Vancouver. Le stress? Montréal est au premier rang avec 30,5 % des personnes disant en souffrir, contre 23,8 % à Toronto et 20,6 % à Vancouver.

Enfin, Montréal détenait le triste record,

en 1996, du plus haut taux de mortalité évitable (9,5 par 100 000 personnes), c’est-à-dire le taux de personnes décédées alors que ça n’aurait pas dû être le cas dans un système de santé moderne.

Pendant ce temps, le nombre de maladies à déclaration obligatoire progresse. Les hépatites virales passent de 2113 en 1998 à 2341 en 2001, alors que les infections sexuellement transmises font un bond de 2557 à 3801.

Il y a tout de même de bonnes nouvelles. Ainsi, Montréal enregistre les plus bas taux de mortalité par blessure accidentelle.

La situation présentée dans le document est en bonne partie le reflet de la condition socio-économique des Montréalais, avec les disparités que l’on connaît, entre l’est et l’ouest de l’île. Prenons par exemple l’espérance de vie. Alors qu’elle était de 70,7 ans chez les hommes vivant dans le centre-Est entre 1994 et 1998, elle était de 77,2 ans chez ceux vivant dans l’Ouest durant la même période. La mortalité par tumeur (cancers) est aussi éloquent. Alors qu’on dénombre 295 décès par tumeurs par tranche de 100 000 personnes dans le Sud-Ouest et 296 dans le centre-Est, ce taux n’était que de 230 dans l’ouest et 237 dans le centre-Ouest.

Ces « retards persistants » entre Montréal et les autres grandes villes du pays ainsi qu’entre les sous-régions agacent visiblement la régie pour qui le diagnostic comme les solutions sont déjà connus. Il faut une réorganisation des services de première ligne axée sur la création des groupes de médecine familiale.

Pour le président et directeur général, David Levine, le défi des prochaines années pour la régie sera d’assurer de meilleurs services aux populations des sous-régions les plus mal en point et de mettre l’accent sur la prévention.

AUTEURE

Suite de la page A1

Les rapports entre la porte-parole de M. Chrétien et la presse ont toujours été tendus. « Si vous vivez par le sabre, a notamment affirmé la journaliste du *Ottawa Citizen*, Susan Riley, sur les ondes de Newsworld, vous périrez par le sabre. »

Le premier ministre a minimisé hier les effets qu’aura cette affaire sur les relations entre Ottawa et Washington. « Nos relations sont bonnes avec les États-Unis, a-t-il dit. Cette chose s’est produite jeudi et mes ministres ont eu des rencontres avec les Américains vendredi, des responsables à mon cabinet ont parlé à des Américains à propos de certains dossiers au cours du week-end. De plus, vous connaissez l’explication que j’ai donnée vendredi. Elle se portait à la défense de l’administration américaine. »

M. Chrétien a également tenu pour dérisoire le tapage entourant la remarque de Françoise Ducros aux États-Unis et ailleurs. « Bien sûr, il y a eu de la controverse aux États-Unis, a-t-il lancé. Hier, l’émission *Crossfire* a fait état de la question. Certains ont dit qu’ils aimaient les Canadiens et d’autres ont dit qu’ils ne les aimaient pas. Je ne suis pas surpris. Je me souviens qu’un jour en 1994, on m’a dit que seulement 2 % des Américains savaient qui j’étais. On m’a demandé si j’étais insulté. J’ai dit non puisque qu’aucune de ces personnes ne votait pour moi. »

Aux Communes, les partis de l’opposition ont estimé que M^{me} Ducros avait fait ce qu’il fallait, mais que le premier ministre devrait quand même s’excuser en public des propos qu’elle a tenus.

Le chef du cabinet du premier ministre, Percy Downe, a annoncé hier que l’ancien journaliste de la chaîne CTV, Jim Munson, déjà conseillé en communications auprès de M. Chrétien, avait été nommé au poste laissé vacant par celle que tout le monde appelait « Francie ».

À l’Assemblée nationale hier, la ministre des Finances, Pauline Marois, a indiqué qu’elle avait demandé des explications au président de la SAQ, Louis Roquet, sur le niveau de l’indemnité de départ offerte à l’ancien vice-président, Jean-Claude Gagnon. Elle a confirmé les chiffres révélés par *La Presse* — le nouvel organisateur en chef de l’ADQ a obtenu 226 000 \$, soit 18 mois de salaire, après seulement 23 mois de mandat comme premier vice-président de la société.

« À première vue, cette somme peut sembler élevée », a dit M^{me} Marois, soutenant qu’elle avait demandé à Louis Roquet de préciser sur quels règlements ou politique interne de l’organisme il s’était appuyé pour accorder un tel cadeau de départ à M. Gagnon.

M. Gagnon avait soutenu que son départ de la SAQ était couvert par une entente de confidentialité, ce qu’a nié M^{me} Marois hier.

Roquet se défend

De son côté, Louis Roquet, président de la SAQ, a soutenu hier « qu’il redonnerait demain matin la même prime à M. Gagnon ». La jurisprudence dit qu’il faut considérer le temps que risque de prendre un employé déplacé pour retrouver un poste équivalent, a dit M. Roquet. Seulement une vingtaine de postes au Québec équivalent à celui qu’occupait M. Gagnon. La décision d’abolir le poste de premier vice-président a permis une économie récurrente de 500 000 \$, a souligné M. Roquet — bien davantage que les 226 000 \$ versés à M. Gagnon. D’autres sources indiquent qu’on est allé plus loin avec M. Gagnon parce qu’on lui avait laissé entendre qu’il succéderait à Gaétan Frigon. « Je suis en concurrence avec le privé, je me fais voler des vice-présidents », dit M. Roquet.

Douce ironie, à Québec on a confirmé à *La Presse* que l’entourage de Bernard Landry avait pris contact avec le président de la SAQ pour lui demander de reprendre à son service Claude H. Roy, chef de cabinet mis sur la touche. La demande ne pouvait plus mal tomber au moment où le coût de l’abolition de poste de M. Gagnon devenait public.

Au conseil exécutif, on n’est pas tendre devant avec la SAQ devant le traitement accordé à M. Gagnon: « Cela n’a simplement pas de bon sens. »

Après six ans de gestion de Gaétan Frigon, la Société des alcools vit plusieurs problèmes commerciaux. Selon un document obtenu par *La Presse*, on a avisé les promoteurs de vins qu’un moratoire frappera tous les nouveaux produits tant les stocks sont élevés dans les inventaires.

« Nous ne sommes présentement pas en mesure de recevoir de présentation de nouveaux produits de spécialité. L’inventaire de ces produits approchait les 500 000 caisses » — six millions de bouteilles, presque une par Québécois — en septembre dernier, écrivait Alain Levasseur, directeur de la mise en marché dans une missive destinées aux grossistes. Comme le système est présentement engorgé, aucun nouveau produit ne pourra entrer et la priorité « devra être mise sur les produits en mains », fait valoir M. Levasseur. Ces « produits de spécialité » ne sont pas les vins de tous les jours qui roulent rapidement sur les tablettes des succursales, il s’agit de vins plus coûteux, plus difficiles à écouler. En tout et pour tout, le moratoire pour les fournisseurs ne passant pas par Global Wine Spirit, la plateforme controversée mise en place par la SAQ et une firme privée, Mediagrif, aura duré plus de deux ans.

FATWA

Suite de la page A1

« Tout vrai musulman devrait s’assurer que le sang de cette femme soit versé », a insisté le gouverneur adjoint.

M. Shinkafi, qui s’exprimait devant une assemblée de leaders religieux, a comparé M^{me} Daniel à Salman Rushdie, l’écrivain d’origine indienne qui s’était attiré les foudres de l’ancien leader spirituel de l’Iran, l’ayatollah Khomeyni, en publiant les *Versets sataniques*, en 1989.

Le gouvernement nigérian a toutefois promis qu’il empêchera la mise à exécution de la fatwa. Le ministre de l’Information, Jerry Gana, a déclaré le jugement nul et sans valeur. « La constitution de la république fédérale est la loi suprême du pays et ne stipule pas qu’une personne ayant fait ce que *This Day* a fait soit tuée », a-t-il dit à l’Agence France-Presse.

Mais si le décret religieux n’est pas reconnu par les lois fédérales laïques du Nigeria, il peut influencer les musulmans du nord du pays, où la charia (loi coranique) a été adoptée par 12 États depuis la chute du régime militaire, en 1999. Un porte-parole de l’État de Zamfara, Umar Dangaladima Magaji, a soutenu que « l’islam prescrit la peine de mort contre quiconque, peu importe sa foi, insulte le prophète ».

M. Magaji a expliqué que la fatwa a été décrétée par le gouvernement de Zamfara pour répondre aux pressions de groupes islamiques et pour « désamorcer » leur colère, qui risquait autrement de provoquer de nouveaux bains de sang.

Le secrétaire général du Conseil suprême des affaires islamiques, Lateef Adegbite, a toutefois laissé entendre que son organisation ne reconnaîtra pas la fatwa. « Il faut tenir compte du fait que la journaliste n’est pas musulmane, que l’article a été publié hors de l’État de Zamfara et que le journal a présenté des excuses, qui ont été acceptées par notre organisation. »

La publication de l’article jugé blasphématoire envers le prophète Mahomet a d’abord poussé des manifestants musulmans à brûler les bureaux du journal à Kaduna, au nord du pays. Des émeutes se sont ensuite propagées dans toute la ville, où se côtoient, dans une atmosphère tendue, musulmans et chrétiens. Après quatre jours de violences, le bilan se chiffrait à plus de 200 morts, 1200 blessés et 12 000 personnes évacuées.

Vingt églises, huit mosquées et plusieurs hôtels ont été incendiés.

M^{me} Daniel, qui a remis sa démission au plus fort des émeutes, aurait quitté le pays pour trouver refuge aux États-Unis, selon un responsable de *This Day*. Décrite par le journal comme « une chroniqueuse mode qui venait tout juste de se joindre à *This Day* après une courte carrière en journalisme », M^{me} Daniel a été critiquée par le président nigérian, Olusegun Obasanjo, qui a blâmé le « journalisme irresponsable » pour les émeutes.

De son côté, la présidente de Miss World a affirmé que son organisation n’était « pas responsable des émeutes », blâmant elle aussi M^{me} Daniel pour avoir « écrit quelque chose qui a enflammé les habitants ». Julia Morley a ajouté qu’elle ne se sentait « absolument pas coupable », et que d’affirmer qu’il y a du sang sur ses mains était « incroyablement blessant ».

À Ottawa, c’est une Lynsey Bennett en larmes qui a annoncé hier qu’elle avait finalement accepté l’invitation des organisateurs de Miss Monde de rejoindre la compétition à Londres. « La seule raison pour laquelle j’ai quitté le Nigeria était la situation dans laquelle nous nous trouvions avec les émeutes. Je ne voulais pas y être associée. » M^{me} Bennett risquait la disqualification après avoir fui Abuja, quelques heures seulement avant que les organisateurs ne se résignent à faire leurs valises.

Au Nigeria, des leaders religieux ont prévenu que les émeutes risquent de torpiller les élections présidentielles prévues pour le printemps 2003, déjà assombries par le pire cycle de violences politiques et religieuses que le pays auparavant membre du Commonwealth ait connu depuis l’indépendance, en 1960.

Pendant ce temps, à Londres, les concurrentes n’avaient pas vraiment la tête à sauver le tiers-monde. « Nous allons au McDonald’s et je meurs d’impatience », a confiée une Miss Norvège soulagée d’avoir échappé au chaos nigérian. « Et aux boutiques. Nous devons magasiner de nouveaux vêtements. »

Qu’en aurait pensé Mahomet?

3019219

Master
Compressor
Memovox

JAEGER-LECOULTRE

CHÂTEAU D'IVOIRE
Depuis 1978
2020 rue de la Montagne, Montréal • (514) 845-4651

ACTUALITÉS

Le Québec, champion de la crise du logement

KARIM BENESSAIEH

Le Québec se serait sûrement passé de ce podium. En 2002, les trois régions métropolitaines au Canada les plus touchées par la crise du logement sont Québec, Gatineau et Montréal.

La pénurie est manifestement bien installée presque partout dans la province, peut-on constater à la lecture des résultats de l'enquête sur les logements locatifs publiés hier par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL). Dans les six régions métropolitaines considérées, seulement une, Chicoutimi-Jonquière, a connu une nette amélioration depuis l'an dernier, avec un taux d'inoccupation passant 4,4 % à 4,9 %.

Montréal a connu une légère hausse, passant de 0,6 % à 0,7 %.

Trois-Rivières, épargnée jusqu'à l'an dernier avec un taux de 4,7 %, affiche maintenant un taux de 3 %. À Sherbrooke, la situation s'est dégradée, passant de 2,3 à 1,8 %. Quant à Québec et Gatineau, elles s'enfoncent plus profondément avec des taux de 0,3 % et 0,5 %, des baisses respectives de 0,5 % et de 0,1 %.

Ces mauvais résultats contrastent avec ce que l'enquête de la SCHL a observé à dans l'ensemble du Canada, où 17 des 28 régions métropolitaines ont connu une amélioration de leur sort cette année. Globalement, le taux d'inoccupation est passé de 1,1 % à 1,7 % en 2002, une hausse qu'on attribue essentiellement à la faiblesse des taux hypothécaires, qui a encouragé l'accession à la propriété.

Cette rareté au Québec a eu un effet bien tangible : les loyers ont augmenté de façon importante à

Taux d'inoccupation			
Région	Oct. 01	Oct. 02	Évolution
Trois-Rivières	4,7	3	-1,7
Québec	0,8	0,3	-0,5
Sherbrooke	2,3	1,8	-0,5
Gatineau	0,6	0,5	-0,1
Montréal	0,6	0,7	0,1
Chicoutimi-Jonquière	4,4	4,9	0,5

Montréal (+5,5 %) et Gatineau (+5 %). À Montréal, un quatre et demi coûte maintenant en moyenne 552 \$ par mois ; à Gatineau, 599 \$. La tendance à la hausse est toutefois moins spectaculaire dans les quatre autres régions métropolitaines du Québec.

Les Québécois peuvent toutefois se considérer choyés au chapitre des loyers. On est encore loin des sommets canadiens, alors que ce même quatre et demi coûte 930 \$ à Ottawa, 954 \$ à Vancouver et 1047 \$ à Toronto.

Du désastre à la bonne nouvelle

Ces nouvelles statistiques ont été accueillies avec inquiétude par les groupes communautaires, qui y ont vu la confirmation d'une tendance lourde. « Le rapport démontre clairement que la crise du logement au Québec n'est pas qu'un phénomène passager, un mauvais quart d'heure à passer, estime François Saillant, coordonnateur au Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU). À Québec, c'est carrément désastreux. La seule région qui va bien, c'est Chicoutimi-Jonquière et là, ça n'a rien de positif : c'est parce que la région se dépeuple. »

Le FRAPRU estime qu'il manquerait 22 500 logements à l'échelle du Québec pour résorber la crise, et réclame notamment la construction de 8000 logements so-

ciaux par année, dont la moitié en HLM.

Le Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec (RCLALQ) s'est dit particulièrement inquiet des hausses de loyers à Montréal et à Gatineau. « L'augmentation des loyers a également été plus forte que les indices de la Régie du logement dans plusieurs autres villes, note l'organisme dans son communiqué. Au Québec, le contrôle des loyers relève davantage du mythe que de la réalité. »

Le RCLALQ blâme les propriétaires qui seraient particulièrement prompts à profiter du départ d'un locataire pour faire bondir le loyer. « Les locataires ont intérêt à refuser toute hausse de loyer exagérée et à se maintenir dans le logement... », précise-t-on.

Une analyse que contredit sans ménagement l'Association des propriétaires du Québec, qui se réjouit que les propriétaires puissent profiter d'un retour du balancier. « Nous avons les loyers les plus bas au pays, déclare son président, Martin Messier. Même si des groupes comme le FRAPRU crient sur tous les toits que les loyers connaissent des hausses indécentes au Québec, ces mêmes loyers n'auront augmenté en moyenne que de 4 % en 2002. Personne ne viendra sûrement nous dire que nous faisons de la récupération. C'est ça, la mauvaise nouvelle pour les propriétaires. »

Le taux d'inoccupation de 0,7 % à Montréal est une « bonne nouvelle », estime M. Messier, considérant que le nombre de logements vacants était très élevé dans les années 90.

Consultez le rapport de la SCHL sur le logement locatif au Canada et notre dossier sur la crise du logement à www.cyberpresse.ca/logement



Photo IVANO H. DEMERS, La Presse ©

Le nouveau rapport de la SCHL donne de nouveaux arguments aux groupes et associations de locataires.



Photothèque La Presse ©

Les affiches qui annoncent que tous les logements sont loués risquent de rester encore un certain temps dans le paysage de la métropole.

Montréal : une situation toujours « difficile »

KARIM BENESSAIEH

LA CRISE du logement est loin d'être en voie de se résorber dans la grande région de Montréal, malgré une hausse timide du taux d'inoccupation de 0,6 % à 0,7 % cette année.

À la Société canadienne d'hypothèques et de logement, où on a compilé ces statistiques en octobre dernier, la situation montréalaise est qualifiée de « difficile ». En fait, estime l'analyste Sandra Girard, le tableau serait bien plus sombre si l'accession à la propriété n'avait pas été aussi populaire en 2002.

« La demande de logements locatifs est très forte dans la région car elle est stimulée par une importance croissante de l'emploi et de la migration, explique Mme Girard. Par contre, en raison de la faiblesse des taux hypothécaires, le marché de la revente est très dynamique et la construction résidentielle bat son plein. »

Selon une étude récente commandée par la SCHL, 40 % des ménages interrogés ont devancé l'achat de leur propriété en raison de la faiblesse des taux hypothécaires, et 20 % l'ont fait en raison de la crise du logement.

Des réalités bien différentes se cachent cependant derrière le taux d'inoccupation de 0,7 %. L'enquête de la SCHL a en fait découpé le territoire en 32 « zones d'enquête »,

allant de Saint-Jérôme à Varennes. Les municipalités les plus durement touchées se trouvent autour de Carignan et Chambly, où on a enregistré un taux d'inoccupation de 0,1 % — autrement dit, il n'y a pratiquement pas un seul appartement disponible dans ces endroits.

On retrouve également plusieurs secteurs affichant un taux de 0,2 %, parmi lesquels LaSalle, Laval-des-Rapides et la MRC L'Assomption.

À l'inverse, on respire un petit peu mieux à Hochelaga-Maisonneuve (1,6 %), dans le sud-ouest de Montréal, Verdun et l'Île-des-Sœurs (1,5 %) et au centre-ville de Montréal, entre les rues Duluth, Amherst et la limite de Westmount (1,2 %).

Quant aux coûts des logements, la région offre une panoplie impressionnante de tarifs. Pour ceux qui ont le goût du luxe, un cinq et demi au centre-ville coûte en moyenne 1354 \$. Dans le secteur regroupant NDG, Côte Saint-Luc, Hampstead, Westmount et Montréal-Ouest, cet appartement est offert à 1320 \$.

Pour les budgets plus restreints, le sud-ouest de Montréal (548 \$), Pointe-aux-Trembles, Rivière-des-Prairies et Montréal-Est (543 \$) et surtout Pont-Viau à Laval (504 \$) offrent les cinq et demi les plus abordables.

Chez Les Ailes de la Mode, notre fierté est

XXL

Nous félicitons les Alouettes !



En remportant avec brio la 90^e édition de la Coupe Grey, nos Alouettes nous ont tous rendus encore plus fiers d'être Montréalais. On peut vraiment dire que nos oiseaux ne se sont pas laissés manger la laine sur le dos.

Bravo !



Nulle part ailleurs

| PORTRAIT |

Une avocate de 37 ans devient le chef de cabinet de Bernard Landry

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Relève de la garde attendue hier à Québec : Brigitte Pelletier, une avocate de 37 ans, succédera à Claude H. Roy comme chef de cabinet. Les ministres mécontents qui ont réclamé le départ du vieux copain de Bernard Landry « voulaient rendre service et ont été entendus », a soutenu hier le premier ministre.

Pour calmer son équipe ministérielle exaspérée des « relations cahoteuses » avec M. Roy, Bernard Landry a opté pour la continuité, un choix qui faisait consensus dans l'ensemble des cabinets politiques.

M^{me} Pelletier n'est pas la première femme à occuper ce poste — à la fin du gouvernement Lévesque, Martine Tremblay avait joué ce rôle névralgique. Diplômée de Laval, en sciences politiques et en droit, la jeune femme a été dans le passé chef de cabinet de Paul Bégin à la Justice et à l'Environnement et était responsable du « contenu » de l'ensemble des questions sociales, au cabinet Landry depuis deux ans.

« Changer de personnel amène un dynamisme nouveau, il y a une question de jeunesse », a dit M. Landry en expliquant son choix hier.

Chez les péquistes, certains souhaitaient le retour de Daniel Audet, le premier lieutenant de M. Landry en 1994, mais ce dernier n'a pas l'intention de quitter son poste de délégué du Québec à Londres, a-t-on appris.

« Est-ce qu'il y a des gens qui ne font pas d'erreurs... c'est la vie, on recommence », a noté M. Landry, en minimisant la fronde de certains ministres qui avaient attaqué son ancien chef de cabinet et lancé un ultimatum. « C'était pour me rendre service. Ils trouvaient que les relations avec Claude H. Roy, un homme très bien, étaient cahoteuses, il l'ont fait pour rendre service et ont été entendus », a soutenu le premier ministre.

Ex-conjointe de Martin Dubé, directeur général du PQ, M^{me} Pelletier avait envisagé de se lancer en politique pour le Bloc québécois, dans Louis-Hébert, en 1998. Elle est loin d'être une technocrate et avait assez de cran pour tenir tête au coriace Paul Bégin, raconte ses proches.

« Elle est capable d'écouter tout le monde de long en large. Elle prend le temps d'en parler et à la fin, les gens ont l'impression d'avoir pu donner leurs arguments même si la décision ne leur plaît pas », d'expliquer

Jean St-Gelais, le secrétaire du Conseil exécutif.

La nomination de la jeune femme de 37 ans a comblé d'aise les principaux cabinets. « Elle respecte les élus », a résumé Esther Gaudreault, chef de cabinet de Pauline Marois aux Finances, rappelant que la nouvelle patronne avait « su développer une complicité », avec la plupart de ministres. Pour Nathalie Verge, chef de cabinet de François Legault, M^{me} Pelletier « sait quand il faut être diplomate et sait quand il est temps de frapper sur la table ».

« Je faisais déjà affaire avec M^{me} Pelletier dans les dossiers de la Santé, c'est pour nous la continuité et on en est heureux », a expliqué M^{me} Verge.

M^{me} Pelletier avait envisagé de poursuivre ses études à l'étranger après la politique. Amante de la nature, elle a passé l'été dernier à faire l'épuisante tournée des sommets de Charlevoix.

Wilkins promu

Un vétéran des cabinets péquistes, Denis Hardy, sera chef de cabinet adjoint. Ancien chef de cabinet de M. Landry aux Finances, M. Hardy, plutôt débonnaire, continuera de s'occuper des questions économiques.

Bernard Landry a voulu aussi faire plaisir aux élus, ulcérés par leurs relations avec Claude H. Roy, en donnant du galon à Jacques Wilkins, le directeur des communications qui

aura en plus la responsabilité du Plan d'action du gouvernement qui incombait jusqu'ici à M^{me} Pelletier. Venu du sérail de Pauline Marois, M. Wilkins est apprécié des élus.

« Les communications gouvernementales depuis un certain nombre de mois sont remarquablement bien faites. Regardez ce qui sort, le sommet des régions, une belle opération qui a été véhiculée à la presse et à la population » de souligner M. Landry. Le premier ministre a tué dans l'oeuf les informations voulant que M. Wilkins soit sur le point de partir. « Il veut rester et je veux qu'il reste, c'est deux facteurs importants », a-t-il dit.

Autre choix populaire, Harold Lebel, lui aussi dans la mouvance Marois, quitte son poste de chef de cabinet de Linda Goupil pour devenir responsable des régions au cabinet Landry. André Bellerose, qui s'occupait des régions jusqu'ici, obtiendra d'autres dossiers, les questions autochtones par exemple.



Photo PC

Brigitte Pelletier

Le vice-président de la Caisse de dépôt est sur le gril

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Le vice-président de Caisse de dépôt et placement, Claude Séguin, est sur le gril : le grand patron, Henri-Paul Rousseau, veut le congédier pour avoir utilisé les services d'une architecte rétribuée par la caisse pour sa résidence personnelle.

À Québec, deux sources ont confirmé à *La Presse* que les conclusions du comité de déontologie sur les gestes de M. Séguin ne laissaient guère de marge de manoeuvre à M. Rousseau.

Il appert que certaines explications fournies par M. Séguin quand *La Presse* avait révélé son recours à l'architecte n'étaient pas fondées — il n'y avait pas de problèmes de fondation à sa demeure cossue avant qu'il ne sollicite les avis de l'architecte. Celle-ci, congédiée depuis par la Caisse, a entamé des poursuites judiciaires contre son employeur.

Des proches de M. Séguin prédisent toutefois que des discussions serrées auront lieu. Il semblerait que M. Rousseau devra muter son vice-président à une autre fonction parce

que M. Séguin avait un « contrat en béton ».

Il y a un mois, la ministre des Finances, Pauline Marois, avait soutenu que l'utilisation personnelle faite par M. Séguin des services professionnels de la Caisse était « inadmissible ». Le fait que M. Séguin avait payé 2000 \$ après coup n'effaçait pas sa bévue et un blâme a été versé à son dossier.

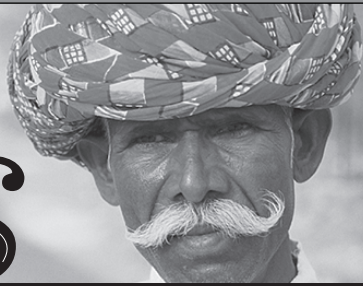
Hier à l'Assemblée nationale, la Caisse de dépôt et placement s'est à nouveau retrouvée sur la sellette quand le chef libéral, Jean Charest, a réclamé l'intervention du Vérificateur général dans un dossier émanant du bureau principal de la Caisse, où un projet de 100 millions aurait grimpé à 305 millions, selon les informations publiées par *La Presse*.

Refusant de confirmer ou de nier les chiffres M^{me} Marois et le premier ministre Bernard Landry ont promis que M. Rousseau rendrait publique toutes les informations obtenues lors d'une vérification faite il y a quelques jours. Ces données seront disponibles bien avant le mois de mars prochain, l'échéance annoncée par M. Rousseau dans un communiqué hier.

POUR FAIRE LE POINT SUR L'ACTUALITÉ

Chaque samedi dans **La Presse**

Plus



micro-boutique

La boutique numérique

Mes photos - Mon ordi - Ma boutique

L'ensemble comprend:



Camera Canon A 40
• 2.1 Mégapixels
• Zoom optique 3X (35-105 mm)
• Mode film avec son
• Carte Compact Flash 8 mo incluse
• Sorties USB et télé
• Piles AA (incluses)
• 5 points d'autofocus



Macintosh eMac
• Processeur G4 700 MHz
• Moniteur 17" 1280 X 1024
• Mémoire 128 Mo
• Disque dur de 40 Go
• DVD-ROM/Graveur de CD-RW
• Modem 56K
• Ethernet 10/100



Lexmark Z35
• 2400 X 1200 ppp
• 11 ppm en noir, 6 ppm en couleur
• Cartouches noir et couleur incluses
• Câble USB inclus



Cours iPhoto
• Importation et cadrage
• Impression et archivage
• Partage et diffusion

NOUVEAU
Visitez la plus grande boutique Apple au Canada!

6615 avenue du Parc
Ouvert: lun. mar. mer. 9 à 18
jeu. ven: 9 à 19 sam: 10 à 17

Canon



Revendeur agréé

1899\$*

Le tout pour seulement:



Cours gratuit dans notre salle de cours équipée tout en numérique

* Débourssé à l'achat de 2149\$ taxes en sus, rabais postaux de Apple de 100\$ sur l'imprimante Lexmark Z35 et 150\$ sur le eMac 700 MHz. Valable jusqu'au 31 décembre 2002, détails en magasin. Apple et le logo Apple sont des marques déposées d'Apple Computer inc., enregistrées aux États-Unis et autres pays.

D

DAVIES WARD PHILLIPS & VINEBERG

Félicitations aux
Alouettes de Montréal,
gagnants de la Coupe Grey.

Nous sommes fiers
de faire partie
d'une équipe de champions!

DAVIES WARD PHILLIPS & VINEBERG s.r.l.
MONTRÉAL • TORONTO • NEW YORK • BEIJING • PARIS

J'ai Atlanta dans l'œil

NOUVEAU!
ATLANTA
OFFRE DE
LANCEMENT

150\$

DOUBLEZ VOS
MILLES AÉROPLAN^{MC} DE
MONTRÉAL À ATLANTA
du 4 nov. 2002 au 4 janv. 2003

ACCUMULEZ PLUS
DE MILLES-BONIS
AÉROPLAN^{MC}
aeroplan.com
du 8 sept. au 12 déc. 2002

Tarif aller simple de Montréal et assujéti à l'achat d'un billet aller-retour.

Atlanta plus accessible que jamais: 3 vols quotidiens sans escale, au départ de Montréal.

3096436A

AIR CANADA



AIR CANADA Jazz

Réservez à aircanada.ca
ou destina.ca, notre partenaire en ligne.

Appelez-nous au: 1 888 247-2262
ATS: 1 800 361-8071

Ce tarif n'est accessible qu'à l'occasion de l'achat d'un billet aller-retour, lequel doit refléter l'itinéraire complet. Le tarif publié est en vigueur sur nos vols sans escale seulement. Tarif en vigueur au moment de la publication. Applicable aux nouvelles réservations seulement. Sauf avis contraire, les vols sont assurés sur des appareils d'Air Canada ou de Jazz Air inc. (faisant affaire sous le nom d'Air Canada JazzTM). Les taxes, les redevances de navigation de NAV CANADA, les frais d'aéroport et le droit pour la sécurité des passagers du transport aérien ne sont pas inclus. Les billets doivent être achetés au plus tard le 3 décembre 2002. Achat quatorze jours à l'avance. Les voyages doivent prendre fin au plus tard le 28 février 2003. Des périodes de restriction s'appliquent du 19 au 23 décembre 2002 et du 2 au 5 janvier 2003. Les billets sont totalement non remboursables. Le nombre de places est limité et fonction de la disponibilité. Des restrictions quant aux jours et aux heures peuvent s'appliquer. Séjour minimal et maximal. D'autres conditions s'appliquent. Doublez vos milles Aéroplan lorsque vous effectuez votre premier vol aller-retour, ou deux segments de vol, entre le 4 novembre 2002 et le 4 janvier 2003 avec Air Canada ou Air Canada Jazz sur les liaisons sans escale entre Montréal et Atlanta. Afin de profiter de cette offre, vous devez être membre Aéroplan lorsque vous voyagez. ^{MC}Aéroplan est une marque de commerce d'Aéroplan, société en commandite. ^{MC}Air Canada Jazz est une marque de commerce d'Air Canada.

| POLITIQUE NATIONALE DE L'EAU |

Québec cible industriels et agriculteurs

MARIO CLOUTIER

QUÉBEC — Le gouvernement Landry avait un message clair et précis hier concernant ce bien collectif qu'est l'eau : elle n'est pas à vendre, mais menacée, elle devra faire l'objet d'une attention particulière de 3 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années. Les industries et les agriculteurs sont au premier rang des groupes concernés par cette politique nationale de l'eau.

« Malgré les sept milliards (de dollars) d'investissements dans les programmes d'assainissement municipaux, il y a encore d'importants problèmes de pollution, essentiellement industrielle, mais aussi agricole », a déclaré le ministre de l'Environnement, André Boisclair.

Plusieurs cours d'eau ont atteint des seuils critiques, a-t-il ajouté. Le Québec n'est qu'à mi-chemin dans ses efforts d'assainissement industriel, prévient-il, et le ministère de l'Environnement compte faire en sorte que l'aide aux agriculteurs soit désormais conditionnelle « à une meilleure performance environnementale ».

Mais tout le monde devra faire son effort pour l'eau au Québec. Pour marquer le coup, le premier ministre Bernard Landry a annoncé la fin du programme des minicentrales hydroélectriques. M. Boisclair soutient par ailleurs que les édifices gouvernementaux, y compris ceux des réseaux de la santé et de l'éducation, devront donner l'exemple.

La politique n'inclut pas de tarification domestique, mais la consommation d'eau devra diminuer de 20 % en 10 ans. Un Fonds nation-



Le ministre de l'Environnement André Boisclair a reçu les félicitations du premier ministre Bernard Landry après avoir présenté sa Politique nationale de l'eau.

nal de l'eau est créé et les embouteilleurs seront les premiers à y verser une redevance, dont le pourcentage n'est pas arrêté, qui devrait rapidement rapporter de 10 à 15

millions, selon les estimations de Québec. « Nous ne partirons pas en fou sur cette question », a dit le ministre de l'Environnement pour expliquer que le gouvernement pren-

dra en compte les taxes qui sont déjà perçues sur l'eau auprès de certaines industries. Il s'attend toutefois à ce qu'Hydro-Québec contribue au Fonds national.

Ce fonds ne sera évidemment pas suffisant pour financer les 3 milliards de la politique nationale de l'eau d'ici cinq ans. De son côté, Québec investira 1,4 milliards, mais compte également sur les municipalités (un milliard) et le gouvernement fédéral (plus de 600 millions).

Une bonne partie des investissements de la politique nationale servira à la conservation de l'eau potable et aux infrastructures. Les municipalités devront faire leur part pour réduire les fuites et leurs rejets. Québec est prêt à les aider financièrement, mais il s'agit encore là d'une aide conditionnelle aux résultats.

En clair, M. Boisclair a délaissé la logique de pollution pour accoucher d'une politique de « dépollution ». Pour les cours d'eau les plus pollués, 33 comités de bassin versant seront créés. Leur pouvoir ne sera pas décisionnel au départ, mais pourra le devenir au fur et à mesure des projets, explique-t-on, notamment en ce qui a trait « aux rejets jugés acceptables » par l'ensemble d'une communauté.

Tous les citoyens, y compris les groupes environnementaux, a souligné M. Boisclair hier, seront les bienvenus pour entreprendre ce virage québécois de la gestion intégrée de l'eau par bassin versant.

« En tant que citoyens, nous avons tous des gestes concrets à poser pour assurer la pérennité de l'eau », a conclu le ministre de l'Environnement.

cyberpresse.ca Consultez le texte intégral de la nouvelle politique de l'eau du gouvernement à www.cyberpresse.ca/eau

La colère de l'UPA entache un accueil positif

MARIO CLOUTIER et CHARLES CÔTÉ

LA POLITIQUE nationale de l'eau a été reçue de manière plutôt positive à Québec par un auditoire trié sur le volet, où les environnementalistes ont ovationné la présentation du premier ministre Bernard Landry et du ministre de l'Environnement, André Boisclair.

Particulièrement visés par cette politique de « dépollution », les producteurs agricoles ont toutefois exprimé une colère bien réelle. Le gouvernement Landry est « complètement déconnecté de ce qui se passe en agriculture » avec cette politique truffée de « perceptions mensongères », a déclaré le président de l'UPA, Laurent Pellerin.

« C'est une démarche très peu crédible, électoraliste point, a-t-il dit. Il y a de grossières erreurs de statistiques qu'un enfant de secondaire n'aurait pas pu faire. »

Le critique du Parti libéral, Robert Benoît, estime que la politique Boisclair n'offre rien de bien nouveau et perd de son lustre si on la compare à celle du Nouveau-Brunswick.

« C'est plus un bilan qu'autre chose. À part les redevances sur l'eau, ce sont des mesures déjà annoncées et un collage de programmes amietés », conclut-il.

Alan DeSousa, responsable du dossier de l'eau au comité exécutif de la Ville de Montréal, a toutefois bien accueilli la politique. « Les orientations sont bonnes, a-t-il dit.

On avait anticipé plusieurs aspects, comme la mise aux normes des usines de traitement, la réparation du réseau, la désinfection des eaux usées. »

Mais il manque encore les fonds pour réaliser les objectifs fixés par Québec, dit-il. « Les montants sont énormes, plusieurs milliards. Ça dépasse la capacité de la Ville et la participation de la province est essentielle. »

À Montréal, il faudra 20 ans pour renouveler le réseau, dit-il. A peu près 50 % des conduites ont atteint la fin de leur vie utile ou s'en approchent. Il faudra donc aller deux fois plus vite que ce que propose M. Boisclair.

Les embouteilleurs d'eau du Québec seront les premiers sollici-

tés pour contribuer au Fonds québécois de l'eau, qui servira à financer les agences de bassins versants. Leur association est malgré tout satisfait.

« On est très satisfaits de l'orientation dans son ensemble, a déclaré Daniel Colpron, président de l'Association des embouteilleurs d'eau du Québec. Il faut protéger la ressource contre la pollution. »

« On était d'accord sur le principe d'une redevance, dit-il, à condition que ce soit imposé à tous les utilisateurs d'eau et que ça serve uniquement au Fonds national d'eau. Qu'ils commencent par nous, c'est peut-être acceptable. »

M. Colpron s'attend à ce que la redevance revienne à une fraction de cent par litre, ce qui n'aura pas

d'impact, selon lui, sur le prix de vente au détail de l'eau. Les embouteilleurs d'eau prélèvent environ 450 millions de litres par année, soit moins de 1 % de toute l'eau qui est pompée chaque année des nappes phréatiques.

Sylvain Laramée, de Réseau Environnement, un regroupement d'industriels et de municipalités, a indiqué que son association « attendait depuis belle lurette cette politique ».

« Il va falloir trouver une façon d'intéresser les municipalités, dit-il toutefois. Plusieurs n'ont pas encore fait de plan directeur et ne savent même pas qu'elles ont un problème d'eau. Le pourcentage de financement pourrait être plus élevé pour commencer et ensuite diminuer, à mesure que les municipalités en voient les bienfaits. »

Les points saillants

Presse Canadienne

QUÉBEC — Voici les points saillants de la nouvelle politique nationale de l'eau, rendue publique hier par le premier ministre Bernard Landry et le ministre de l'Environnement, André Boisclair.

La politique nationale de l'eau inclut 57 engagements visant une meilleure gestion de la ressource au Québec. Ces engagements devraient se traduire par des investissements de l'ordre de 3 milliards, au cours des cinq prochaines années, si le gouvernement fédéral et les municipalités répondent aux attentes du Québec.

> Mettre en place d'ici 2003 un régime de redevances pour l'utilisation de l'eau, qui visera les embouteilleurs et les industriels ; les sommes recueillies seront versées à un nouveau Fonds national de l'eau qui financera des activités de protection et de mise en valeur de l'eau ;

> Donner un statut particulier au fleuve Saint-Laurent, reconnu comme un « patrimoine national » à protéger et à mettre en valeur ;

> Accélérer le programme de rénovation des infrastructures et installations d'approvisionnement et de traitement de l'eau ;

> Réduire de 20 % la consommation d'eau potable, d'ici 10 ans ;

> Lier l'octroi de toute aide financière gouvernementale à l'adoption par les municipalités de mesures d'économie d'eau.



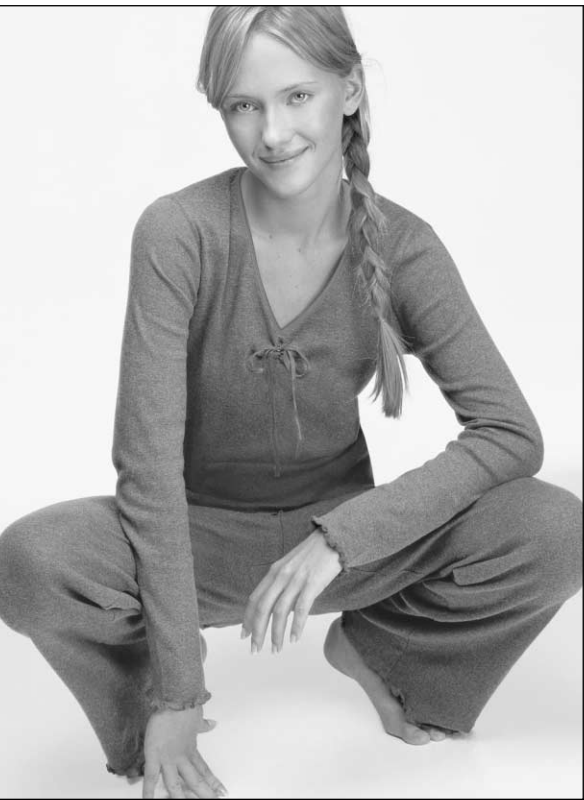
Le tee-shirt dodo céleste 14.⁹⁹

De notre collection exclusive, un tee-shirt pur coton à joli motif de petits moutons, d'étoiles, de quartiers de lune et de maisons en bleu et blanc sur fond bleu ciel. P.M./M./G. Rég. 20.00



Le certificat-cadeau Simons

C'est le bon-cadeau qui laisse entièrement carte blanche. D'une valeur de votre choix, disponible à toutes nos caisses.



Le pyjama tricot denim 29.⁹⁵

Exclusivement pour La Guêpière, un pyjama tricot confort pur coton, encolure V froncée à ruban, bordures frisées en rouge sur bleu denim. P.m.g. Rég. 40.00



La pantoufle chauffante polaire 6.⁹⁹

Une idée vraiment géniale dans la boîte-cadeau Simons ! Une pantoufle comme une chaussette avec semelle à graffitis caoutchouc antidérapant en blanc sur noir, caramel, gris ou marine. Taille unique. Rég. 10.00



Le pantalon yoga 16.⁹⁹

De notre collection exclusive, un pantalon bien moulant, hyper-stretch en mélange 90% coton 10% lycra pour permettre une aisance parfaite. Taille à large élastique confort. Gris chiné ou noir. P.m.g. Rég. 30.00 Cami support à coordonner 14.99



simons

QUÉBEC PLACE STE-FOY • GALERIES DE LA CAPITALE • VIEUX-QUÉBEC, MONTRÉAL CENTRE-VILLE, PROMENADES ST-BRUNO, LAVAL CARREFOUR LAVAL, SHERBROOKE CARREFOUR DE L'ESTRIE

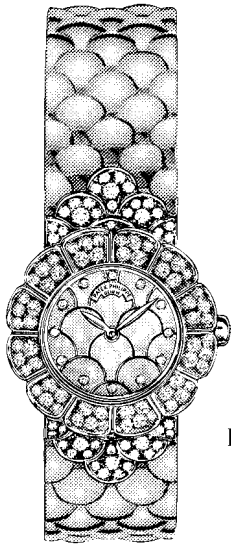
EN GRANDE PREMIÈRE!

Tous les jours dans

La Presse

ARTS+
SPECTACLES

Calicia
de Patek Philippe



PATEK PHILIPPE
GENEVE

Fondez votre propre tradition.

Exclusif chez:



KAUFMANN de SUISSE
BIJOUX ET MONTRES • DEPUIS 1954

2195 RUE CRESCENT, (près de Sherbrooke), (514) 848-0595
MONTREAL

GILLES NORMAND

QUÉBEC — La Loi sur le financement des partis politiques, qui interdit actuellement les contributions des compagnies aux caisses électorales, pourrait éventuellement être révisée pour faire en sorte que les partis soient financées uniquement par l'État.

Une telle réforme aurait à tout le moins le mérite de mettre fin aux manœuvres des entreprises qui contournent la loi en assumant les contributions de leurs dirigeants aux formations politiques, ce que dénonçait en fin de semaine le ministre responsable de la Réforme électorale, Jean-Pierre Charbonneau, qui qualifiait de fiction l'application de la loi adoptée par le gouvernement de René Lévesque et toujours considérée comme une loi exemplaire.

Le comité directeur des états généraux sur la réforme des institutions démocratiques, qui termine aujourd'hui, à Québec, sa tournée des 16 régions, a entendu nombre de citoyens se plaindre de la façon dont sont financés les partis politiques et, comme le précise le président Claude Béland, les interventions tendent fortement vers un financement qui serait assuré par l'État.

Dans les circonstances, a indiqué M. Béland à *La Presse*, le comité sera sans doute appelé à formuler une recommandation en ce sens, laquelle sera soumise aux états généraux proprement dits, qui se tiendront à Québec les 21, 22 et 23 fé-



Photo La Presse
Claude Béland

La proportionnelle, bien qu'on ne précise pas laquelle. Les gens ont été nombreux à dire qu'ils avaient le sentiment que leur vote ne valait rien. Surtout à la suite des dernières élections générales, alors que le parti qui a formé le gouvernement (le PQ) a obtenu moins de votes que les libéraux », a indiqué M. Béland.

« Nous allons nous pencher là-dessus », dit-il, ne cachant pas que son comité formulerait une recommandation en faveur d'une forme d'élection proportionnelle.

Il ajoute que les citoyens entendus ont

vrier, après quoi le rapport final sera remis au conseil des ministres.

« Nous constatons une constante, les gens veulent que des changements soient apportés au mode de scrutin. À ce propos, il y a pratiquement unanimité. Mais ce dont on entend le plus parler, c'est de

déploré n'être pas suffisamment consultés par la classe politique au moment de prendre d'importantes décisions. L'exemple qui est revenu souvent est l'histoire des regroupements de municipalités. Ils sont nombreux à souhaiter un référendum obligatoire dans le cas d'un projet d'une telle importance.

La question du financement des partis politiques vient en troisième lieu. L'intérêt se porte ensuite pour la carte d'électeur, de nombreux citoyens affirmant avoir été victimes de fraude électorale.

Nombreux sont ceux qui déplorent le peu d'influence de l'électorat sur nos gouvernants. Pour eux, souligne M. Béland, le pouvoir, en ce qui concerne l'influence, est plutôt entre les mains des grandes corporations financières et des grands groupes comme les syndicats.

Il est probable que les états généraux sur la réforme des institutions démocratiques aboutissent à une recommandation forçant les médias à ne publier aucun sondage d'opinion, une fois qu'une campagne électorale est lancée. « Les sondages influencent manifestement l'électorat. On nous a exposé que c'était humain de se ranger du côté des gagnants. Il en voulait pour démonstration un dernier sondage qui, selon lui, ne fait qu'améliorer le précédent », mentionne Claude Béland.

La date limite pour la remise du rapport final est le 30 mars, « mais nous voulons y parvenir avant cela », a indiqué le président.



N'ayez pas peur de l'hiver !

LES
JOURS
RECORDS
TOYOTA



NOUVEAU DESIGN POUR 2003

AU VOLANT DE LA ECHO 2003, L'HIVER NE VOUS FERA PAS PEUR. VOUS Y SEREZ BIEN AU CHAUD GRÂCE À SON DOUBLE SYSTÈME DE CHAUFFERETTE ET VOS PASSAGERS APPRÉCIERONT LES BOUCHES DE CHALEUR À L'ARRIÈRE. VOUS LA TROUVEREZ SPACIEUSE. À TEL POINT QUE VOUS NE CROIREZ PLUS QUE C'EST UNE PETITE VOITURE. CHAQUE COMMANDE EST À SA PLACE ET LA POSITION DE CONDUITE EST PARFAITE, QUEL QUE SOIT VOTRE GABARIT.



ECHO 2003

159\$ par mois
prix **ACCÈS**

Location 60 mois¹
Transport et préparation inclus

0\$ dépôt
de sécurité

MENSUALITÉ	COMPTANT
159 \$	2 083 \$
198,34 \$	0 \$

OU OBTENEZ

3,9%
de financement à l'achat pour 36 mois²
sur toutes les Echo 2003 en stock

ET ELLE EST BIEN DE SON TEMPS LA NOUVELLE ECHO AVEC SA CAPACITÉ DE RÉDUIRE LES ÉMISSIONS POLLUANTES ET SON MOTEUR HAUTE TECHNOLOGIE DE 16 SOUPAPES VVT-i. EN PLUS, ELLE NOUS ARRIVE AVEC UNE CALANDRE PLUS AUDACIEUSE, LA LIGNE DES PHARES EFFILÉE ET UN PROFIL PLUS RAFFINÉ. VOUS POURRIEZ PASSER UN TRÈS BEL HIVER EN SA COMPAGNIE. SANS PEUR.

FAITES L'ESSAI DE LA NOUVELLE ECHO 2003 CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE TOYOTA.

La nouvelle Toyota Echo, consacrée meilleure voiture de sa catégorie selon « *L'Annuel de l'automobile 2003* ».



V o t r e c o n c e s s i o n n a i r e T o y o t a www.acces.toyota.ca

TOYOTA SERVICES FINANCIERS Toutes les Toyota comprennent l'assistance routière, un plein réservoir d'essence et des tapis protecteurs. Programmes de location au détail et de financement à l'achat de Toyota Canada inc. SUR APPROBATION DE CRÉDIT PAR TOYOTA CRÉDIT INC., immatriculation, assurances et taxes en sus. ¹ Offre de location au détail valable sur les modèles Echo 2003 (8T123M AA) neufs en stock. Premier versement de 182,90 \$, taxes incluses et dépôt de sécurité de 0 \$ exigibles au moment de la livraison. Franchise annuelle de 24000 km. Frais de 7¢ (Echo) du kilomètre excédentaire. ² Offre de financement à l'achat de 3,9 % pour 36 mois valable sur les Echo 2003 neuves en stock, transport et préparation en sus. *Le rabais aux diplômés (jusqu'à 1 000\$ de remise) peut différer selon le modèle. Photo à titre indicatif seulement. Offres d'une durée limitée. Détails chez votre concessionnaire Toyota participant.

TOYOTA
un coup de cœur sans fin



FUTURE SHOP

Venez voir ce que votre Future vous réserve.

Épargnez 100\$ sur cet ordinateur Compaq Pentium^{MD} 4



COMPAQ
Processeur Intel^{MD} Pentium^{MD} 4
à 2,0GHz

- Mémoire DDR de 256 Mo • Disque dur 60 Go
- Lecteur de CD ré-inscriptible à 40x
- Lecteur de DVD-ROM 16x

6330CA CodeWEB: 10021702

ÉPARGNEZ 100\$

➔ 1099⁹⁹



**Graveur de CD ré-inscriptible 32x10x40
et lecteur DVD-ROM 16x**

- Vitesses d'écriture de 32x pour les CD-R, et de 10x pour les CD-RW
- Vitesses de lecture de 16x pour les DVD et de 40x pour les CD
- Mémoire tampon de 2 Mo • Garantie limitée d'un an

GCC-4320B CodeWEB: 10019471

Microsoft

Souris optique bleu

- Connectivité USB/PS2
- Technologie optique
- 3 boutons programmables
- Compatible PC/Mac

K81-00002 CodeWEB: 10020258



ÉPARGNEZ 10\$

➔ 39⁹⁹



TOSHIBA

Intel^{MD} Celeron^{MD} à 1,8 GHz

- Mémoire vive SD de 256Mo
- Disque dur de 20 Go
- Unité combinée de lecteur DVD-graveur de CD ré-inscriptible
- Affichage XGA TFT de 14,1 po

1110-6MW CodeWEB: 10022118 ANG

10022119 FRA



ÉPARGNEZ 200\$

➔ 1799⁹⁹



SONY

**Ordinateur de poche
de 16 Mo Clé PEG-SJ30**

- Fente d'expansion pour bâtonnet de mémoire • Système d'exploitation Palm OS 4.1 avec câble USB
- Écran à 65 536 couleurs (résolution de 320 x 320)
- Incluant le logiciel «Documents to Go», une télécommande audio-véo et bien plus PEG-SJ30 CodeWEB: 10020902/224723

100\$ CHUTE DE PRIX

➔ 399⁹⁹

APRÈS CHUTE DE PRIX



REMISE DE 50\$

➔ 149⁹⁹

APRÈS REMISE

LEXMARK

Tout en un pour imprimer, copier et numériser

- 2400 x 1200 ppp • 11 ppm en noir
- 6 ppm en couleur • Balayage à 48 bits • Garantie d'un an X75 CodeWEB: 10019997

Tous les médias
CD/DVD en solde

**Paquet de 10 CD-R
Smart Buy**

- Vitesse d'écriture jusqu'à 32X
- Capacité de 80minutes/700Mo

CD-R 10PK CodeWEB: 10021951



ÉPARGNEZ 2\$

➔ 6⁹⁹

14 magasins pour vous servir.

Autres succursales Future Shop dans la région de Montréal :
Greenfield Park (450) 465-4260, St-Bruno (450) 461-1756,
Marché Central (514) 387-3188, Centre-ville (514) 393-2600,
La Salle (514) 368-1610, Anjou (514) 352-7558, Pointe-Claire
(514) 428-1999, Laval (450) 978-5420 et St-Jérôme (450) 432-2557.

Visitez le nouveau
➔ FUTURE SHOP.ca

Expédition gratuite sur des milliers de produits

➔ FUTURE SHOP.ca



Les dates de lancement sont provisoires et sont sujettes à des changements par les studios, les maisons de disques ou les distributeurs respectifs.

Solde de deux jours dans tous les magasins Magasins ouverts jusqu'à 21h

Offre en vigueur ce mercredi et jeudi,
27 et 28 novembre 2002 seulement.



FUJIFILM
Digital

Appareil photo numérique

- 2,1 méga-pixels • Zoom optique de 3x
- Fonction de film • Comprend piles rechargeables 2600 ZOOM CodeWEB: 10009514

➔ 399⁹⁹

Seulement chez
FUTURE SHOP



Canon

Appareil photo numérique

- 4,0 millions de pixels • Zoom optique de 3x
- 12 modes de prise de photo incluant le mode cinéma avec son
- Base avec contact flash pour lampe-éclair Canon EX POWERSHOT G2 CodeWEB: 10010339

ÉPARGNEZ 100\$

➔ 999⁹⁹



SONY

Baladeur de réseau pour mini-disque

- Écoutez plus de 5 heures de musique sur 1 seul disque
- Lien USB PC Link pour l'enregistrement de MP3 • Affichage à ACL avec texte
- Piles rechargeables et berceau de recharge MZ-N707S/707L CodeWEB: 10013307/10014445

ÉPARGNEZ 30\$

➔ 369⁹⁹ CH.

SAMSUNG

Lecteur MP3 de 128 Mo

- Mémoire Flash
- Enregistrement vocal
- Affichage à ACL rétroéclairé
- Étiquettes affichées par J23

YP30SH CodeWEB: 10013682



ÉPARGNEZ 20\$

➔ 229⁹⁹

Prix et produits en vigueur du 27 novembre au 28 novembre 2002.

Une offre par client, aucun détaillant, ne peut être jumelée à une autre promotion, ne s'applique pas aux achats antérieurs. Voir détails en magasin.

POLITIQUE PUBLICITAIRE: Là où des rabais ou crédits de programmation sont indiqués, toutes les taxes devant s'appliquer sont calculées et doivent être payées sur le prix avant rabais ou crédit. Les frais d'affranchissement appropriés doivent être payés pour les remises postales. Les remises payables en dollars américains sont sujettes aux fluctuations dans la valeur des devises et peuvent faire l'objet de frais de traitement par les banques canadiennes. Future Shop n'est pas responsable des remises postales des fabricants. La disponibilité des produits varie selon le magasin. © 2002, Future Shop Ltée. Tous droits réservés. Le présent document ne peut être reproduit ni en tout ni en partie, ceci incluant l'information sur les prix, sous quelque forme que ce soit et par quelque procédé que ce soit sans l'obtention préalable d'une autorisation écrite de Future Shop. Les prix, produits et offres annoncés par l'InterBoutique de notre site web peuvent différer de ceux offerts dans les magasins Future Shop. **AÉROPLAN:** Aéroplan est une marque déposée d'Air Canada. Les achats de certificats et de cartes-cadeaux ne donnent pas droit à des milles Aéroplan; néanmoins, les achats effectués avec ces derniers le peuvent. Les milles Aéroplan sont calculés avant taxes. **INTEL:** Intel, le logo «Intel Inside», Pentium et Celeron sont des marques déposées ou des marques de commerce de la corporation Intel ou de ses filiales aux États-Unis et dans d'autres pays.

La commission Romanow s'opposera aux cliniques privées d'imagerie numérique

DENNIS BUECKERT
de la Presse Canadienne

OTTAWA — La commission Romanow recommandera des mesures décisives afin de freiner la prolifération des cliniques privées d'imagerie par résonance magnétique, qui permettent aux plus nantis de passer devant les autres patients, selon certaines sources.

Ce faisant, M. Romanow, qui doit remettre demain son rapport sur l'avenir du système de santé au Canada, irait directement à l'encontre de la position de plusieurs provinces qui autorisent les cliniques privées d'imagerie, ou songent à le faire.

Cette recommandation pourrait aussi embarrasser le gouvernement fédéral, qui n'a pas enrayé la multiplication des cliniques, bien que le premier ministre Jean Chrétien

les ait dénoncées au cours de la campagne électorale de 2000.

« M. Romanow va s'en prendre de manière très ferme aux services privés de diagnostic », a déclaré un fonctionnaire.

M. Romanow estime que les cliniques contreviennent à l'esprit de la Loi canadienne sur la santé, qui garantit un accès universel aux soins médicaux, quelle que soit la capacité de payer.

Les cliniques privées d'imagerie médicale demandent jusqu'à 2500 \$ pour un service rapide. Cela signifie que les gens aisés peuvent se faire traiter avant ceux qui ont moins d'argent, disent des observateurs.

« De quelque façon que vous présentiez cela, peu importe qui le fait, c'est une forme de resquillage, a soutenu un fonctionnaire.

Cela revient à dire que si vous avez l'argent, vous pouvez passer plus rapidement un test d'IRM, vous pouvez vous faire traiter plus vite, et que si vous n'avez pas l'argent, et bien, c'est tant pis. Cela contredit complètement non seulement la lettre mais l'esprit de la Loi canadienne sur la santé. »

Le Québec, la Nouvelle-Écosse, l'Alberta et la Colombie-Britannique ont des cliniques privées d'imagerie par résonance magnétique, et l'Ontario a annoncé son intention de délivrer des permis à 25 cliniques semblables.

Normand Laberge, de l'Association canadienne des radiologistes, reconnaît que ces cliniques violent la loi canadienne, mais il souligne que le gouvernement fédéral n'a pas fait respecter la législation. Selon lui, la solution n'est pas de fermer les cliniques,

mais de fournir de l'équipement adéquat au système public.

« Si on fermait les cliniques, beaucoup de gens devraient attendre en ligne. Je pense qu'on doit rappeler au gouvernement que le cancer n'attend pas en ligne. Si on peut obtenir un IRM en un mois dans un établissement public, pourquoi irait-on payer 1000 \$ pour en obtenir un dans un établissement privé ? »

La solution ne réside pas non plus dans l'addition de fonds supplémentaires, dit-il. Il rappelle qu'une bonne partie du fonds de 1 milliard destiné à l'achat d'équipement médical mis sur pied par Ottawa il y a quelques années a été dépensé par les provinces, à l'exception du Québec, à d'autres fins. Ce qu'il faut, c'est un plan global, qui établit des lignes directrices sur la distribution et l'utilisation de l'équipement, affirme-t-il.

L'opposition va rejeter toute intrusion du fédéral

PASCALE BRETON

QUÉBEC — En attente du rapport de la commission Romanow sur les soins de santé au Canada, qui sera dévoilé demain, les partis de l'opposition à Québec se braquent déjà contre toute tentative d'intrusion du fédéral dans les champs de compétence provinciale.

Accompagné des députés de Chapleau, Benoît Pelletier, et de Châteauguay, Jean-Marc Fournier, le chef du Parti libéral du Québec, Jean Charest, a rappelé hier les attentes de son parti. Il a repris en substance la présentation qu'il a faite en mars dernier, au moment des audiences de la commission présidée par l'ancien premier ministre néo-démocrate de la Saskatchewan, Roy Romanow.

« Nous rejetons toute intrusion du gouvernement fédéral dans l'administration du système de santé », a insisté M. Charest. « Il n'est pas question que le gouvernement fédéral entre dans les domaines de compétence de l'Assemblée nationale et que, dans le domaine de la santé, il vienne s'immiscer dans nos responsabilités. »

Le chef du PLQ espère toutefois que le rapport Romanow recommandera de rétablir les transferts aux provinces au niveau où ils étaient avant les coupes du milieu



Photothèque La Presse

Le chef du PLQ, Jean Charest.

des années 1990. Une fois ces transferts rétablis, il sera possible de revoir les accords pour ajuster le niveau de financement, de façon à répondre adéquatement aux besoins, a ajouté M. Charest, se référant aux études récentes réalisées par la commission Séguin et le Conference Board qui font état d'un déséquilibre fiscal entre Ottawa et les provinces.

Ce montant est estimé « à plusieurs milliards de dollars », a indiqué M. Charest, évasif, rappelant plutôt que tous les partis s'entendent pour dire qu'il est plus important de donner aux provinces les ressources financières qui vont avec leurs compétences que de tenter de chiffrer le montant du déséquilibre fiscal « à la cenne près ».

Le rapport Romanow, espère enfin le chef du PLQ, sera également l'occasion de revoir les accords entre le fédéral et les provinces, de façon à ce que la Loi canadienne sur la santé fasse désormais l'objet d'une cogestion.

Le plus important, à la suite de la publication de ce rapport, est de préparer les actions futures, c'est-à-dire la prochaine conférence fédérale-provinciale sur la santé qui est prévue en janvier, a dit le chef du PLQ.

« Je veux que le Québec se relève les manches pour préparer la conférence fédérale-provinciale, puis une position commune que nous allons défendre auprès du gouvernement fédéral et s'assurer que dans la foulée du rapport Ro-

manow, le gouvernement fédéral prenne les meilleures décisions possibles. »

Concernant la mise en place d'un nouvel institut de surveillance en santé, une mesure qui serait contenue dans le rapport Romanow et que rapportait le *Globe and Mail* hier, ni le PLQ ni l'Action démocratique du Québec ne veulent d'un nouveau chien de garde. « L'institut de surveillance qu'on a, qu'ont les Québécois, c'est l'Assemblée nationale du Québec et ses élus », a affirmé M. Charest.

« Cette idée est inacceptable et contre-productive. Il ne s'agit de rien d'autre qu'une nouvelle police », a pour sa part déclaré le porte-parole du comité santé de l'ADQ, Stephen Morgan.

Faisant allusion à « tous les ballons lancés dernièrement par la commission Romanow », M. Morgan soutient ne pas s'attendre à de grandes surprises demain. Il attend de connaître la position qu'adopteront François Legault et Jean Charest « qui virevoltent sans arrêt ». Mais il serait étonné qu'ils ne soient pas contre le rapport parce que « la commission Romanow se dirige vers un affront constitutionnel », commente-t-il, s'opposant lui aussi avec fermeté à ce que le fédéral tente toute ingérence dans les compétences provinciales.

Le FMI recommande la prudence

Presse Canadienne

OTTAWA — Le Canada doit être prudent dans sa volonté d'augmenter le financement de la santé, au risque de compromettre l'équilibre de ses finances et les baisses d'impôt promises, soutient le Fonds monétaire international dans un rapport déposé hier.

Cette étude sur les finances du Canada est rendue publique deux jours avant le dépôt du rapport final de la Commission Romanow sur l'avenir des soins de santé, jeudi.

On s'attend à ce que Roy Romanow recommande une augmentation substantielle des dépenses consacrées à la santé.

Le FMI félicite le Canada d'avoir éliminé son déficit et réduit sa dette, ce qui l'a prémuni contre les soubresauts des marchés et lui a valu cette année la meilleure performance économique parmi les pays avancés.

Tout cela pourrait être menacé si Ottawa dépense trop pour la santé, affirme le rapport, car l'équilibre budgétaire serait en péril de même que la viabilité financière du système de santé.

8^e GALA du rayonnement

des diplômées et diplômés de l'Université de Sherbrooke

Le Gala du rayonnement vise à souligner les succès ou les réussites exceptionnelles de diplômées et diplômés de l'Université de Sherbrooke

Le vendredi 29 novembre 2002 à 18 h 30 à Hôtel Delta de Sherbrooke, 2685, rue King Ouest
819.821.7651 ou 800.347.5663 poste 4

Lauréates et lauréats 2002



Grand Ambassadeur

PAUL GOBEIL (Administration 64, 65)
Vice-président du C.A.
Métro inc.



Ambassadrices et Ambassadeurs

SERGE RANCOURT (Administration 77)
Président et chef d'exploitation
Publicis Canada



HÉLÈNE LARIVÉE (Droit 88)
Esplanade Theatres
on the Bay



MICHEL GAGNER (Médecine 82)
Chirurgien
Mount Sinai Medical Center



MARIO CLÉMENT (LSH 77)
Directeur général de la programmation
Télé-Québec



FRANCINE RUEST-JUTRAS (Éducation 69)
Mairesse
Ville de Drummondville



MICHEL TREMBLAY (Sciences 80, Méd. 82)
Chercheur
Université McGill



GÉRARD LAGANIÈRE (Génie 73)
Président
Groupe S.M. inc.



YVON LACHANCE (Éd. phys. 70)
École Du Phare



Bâtisseur

PIERRE REID (Ancien recteur)
Sous-ministre
Industrie Canada



Prix Émissaire

ANNE ST-LAURENT
Future diplômée (Éducation / B.E.S.)
Université de Sherbrooke



Prix Reconnaissance ADDUS

ANDRÉ PELLETIER (Éd. Phys. 67)
Retraité
Université de Sherbrooke

Nos commanditaires

PARRAIN

La Personnelle
assurances générales

La Personnelle
Georges Tawil,
directeur de compte

PARTENAIRE



Métro inc.



Bell Mobilité



Le Groupe S.M. inc.

ASSOCIÉ

CogniCase
Denis Elias, vice-président

TELUS
Marc Rancourt

La Société de construction Gératek Itée
Gérard Beauregard, président

CIBC Wood Gundy
Gaétan Soucy

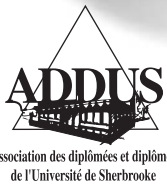
La maison SIMONS
Louise David



Visa
Desjardins
Carole Leblanc



Conjuguer avoirs et êtres



UNIVERSITÉ DE
SHERBROOKE

www.USherbrooke.ca

RÉNO DÉPÔT®

On a

DU COUVRE- PLANCHER

à perte de vue!

MERISIER
«PREMIUM»

SEULEMENT

398

DU PI²

PQT DE 11 PI²

43.78

(225241)

PLANCHER DE LAMELLES 3/4"x3-1/4"

Joint «Micro-V» pour une surface régulière. 7 couches de vernis lustré avec oxyde d'aluminium. Garantie de 25 ans.

PLANCHERS STRATIFIÉS

TRIPLE GARANTIE
15
ANS
RÉSIDENTIELLE

SEULEMENT

QuickFloor SNAP

122

DU PI²

PQT DE 29 PI²

35.38

(277428)

6 MM

7-11/16" larg. x 54-3/8" long.

Noyau en HDF. Système de fixation emboutté.

**CARREAUX 12"x12"
POUR PLANCHERS**

140

CH.

(279511)

PORCELAINE «ARDESIA»

Azul. Résiste au gel.

CHÊNE!

TRIPLE GARANTIE
10
ANS
RÉSIDENTIELLE

QUICKSTYLE

SEULEMENT

PQT DE 20.3 PI²

15.83

(277937)

8 MM

7-11/16" larg. x 54-3/8" longueur. Noyau en particules de bois aggloméré. Emboutté, pose avec colle. Pour usage résidentiel à circulation légère et moyenne.

78¢

DU PI²

ÇA FAIT
SEULEMENT
80¢ DU PI²

80¢

CH.

CÉRAMIQUE

«Or Dustar». (251303)

20¢

CH.

CARREAU DE CÉRAMIQUE 6"x6" POUR MURS

Blanc. (254076)

14

SUCCURSALES!

▲ ANJOU
▲ BEAUPORT
▲ BROSSARD
▲ HULL
▲ LASALLE
▲ LAVAL

▲ MARCHÉ CENTRAL
▲ NOTRE-DAME-DE-GRÂCE
▲ POINTE-CLAIRE
▲ QUÉBEC

▲ ROSEMÈRE
▲ SHERBROOKE
▲ STE-DOROTHÉE
▲ ST-HUBERT

OUVERT :

• LUN. AU VEN. DE 8 H À 21 H

• SAM. DE 8 H À 17 H

• DIM. DE 8 H À 17 H

**LES CERTIFICATS-CADEAUX
RÉNO-DÉPÔT!**



Offerts en coupures de \$10, \$25 ou \$50! Renseignez-vous au comptoir Info-Service.

En raison des fluctuations du marché, les prix peuvent varier après le 2 décembre 2002. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités à un nombre raisonnable, pour nos clients entrepreneurs comme pour le grand public. Nous nous efforçons de faire une publicité juste et véridique. Par ailleurs, une erreur humaine ou mécanique pourrait survenir. Dans un tel cas, nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour satisfaire notre clientèle. Nos prix ne comprennent pas la TPS ni la TVA. Notre garantie de prix imbattables, avec 10 % de moins sur-le-champ, ne s'applique pas aux soldes de liquidation, de fin de saison et de faillite de nos concurrents. Certains produits peuvent différer des illustrations. © Réno-Dépôt Inc. 2002.

CELUI QUI FAIT BAISSER LE COÛT DE LA RÉNOVATION®!

SEARS*

nous sommes votre magasin de Noël parce que...

Sears vend plus de gros appareils ménagers que tout autre magasin au Canada

D'après des sondages indépendants dans tout le pays, en vigueur au moment de la préparation de la publicité



LE PLUS BAS PRIX DE L'ANNÉE! CUISINIÈRE KENMORE® À DESSUS LISSE ET À NETTOYAGE FACILE

1 élément de format réglable et 2 prises pour petits appareils ménagers.

N° 64202. Rég. Sears 949,99.

Supplément pour four autonettoyant et 'Quick Bake'

RIEN QUE 26,47 PAR MOIS*



LE PLUS BAS PRIX DE L'ANNÉE! RÉFRIGÉRATEUR KENMORE DE 18,1 P³ À CONGÉLATEUR EN HAUT

2 tablettes en verre et

3 tablettes sur la contre-porte. N° 65832. Rég. Sears 929,99.

RIEN QUE 26,47 PAR MOIS*

Au choix: 688\$ chacun

PRIX EN VIGUEUR JUSQU'AU SAMEDI 14 DÉCEMBRE 2002

De plus, **0%** d'intérêt jusqu'en janvier 2005*, avec la carte Sears,
pour tous les gros appareils ménagers



Il y a des magasins Sears près de chez vous

Gros appareils ménagers
disponibles dans les magasins suivants:

Amos

Magasin-concession d'Amos (819) 732-6451

Deux-Montagnes

Les Promenades Deux-Montagnes (450) 491-5000

Drummondville

Les Promenades de Drummondville (819) 478-1381

Granby

Les Galeries de Granby (450) 375-5770

Joliette

Magasin-concession de Joliette (450) 759-3900

Mont Laurier

Magasin-concession de Mont Laurier (819) 623-4100

Montréal

Magasin de meubles et d'électroménagers d'Anjou
Langelier et Jean Talon (514) 254-4213

Magasin de meubles et d'électroménagers de Brossard
Boulevard Taschereau et boulevard Napoléon (450) 678-9066

Magasin de meubles et d'électroménagers Sears de Lachenaie
Montée des Pionniers et sortie 95 de l'autoroute 40 (450) 654-9966

Magasin de meubles et d'électroménagers de LaSalle
Boul. Newman et Boul. Senkus (514) 365-5070

Carrefour Laval (450) 682-1200

Mail Champlain Brossard (450) 465-1000

Magasin de meubles et d'électroménagers de Laval
Boulevard Curé Labelle et autoroute 440 (450) 682-0495

Les Galeries d'Anjou (514) 353-7770

Place Vertu (514) 335-7770

Promenades St-Bruno (450) 441-6603

Magasin de meubles et d'électroménagers de St-Bruno
Autoroute 30 et autoroute 116 (450) 653-4064

St-Jérôme (450) 432-2110

Pointe Claire

Centre Fairview Pointe Claire (514) 694-8815

Magasin de meubles et d'électroménagers de Pointe Claire
Boul. des Sources et autoroute Transcanadienne

(514) 694-3984

Repentigny

Les Galeries Rive Nord (450) 582-5532

Rosemère

Place Rosemère (450) 433-1001

Rouyn

Magasin-concession de Rouyn (819) 764-5151

Sorel

Les Promenades de Sorel (450) 746-2508

St-Hyacinthe

Magasin-concession de St-Hyacinthe (450) 773-6601

St-Jean

Le Carrefour Richelieu St-Jean (450) 349-2651

St. Jérôme

Le Carrefour du Nord (450) 432-2110

Val d'Or

Magasin-concession de Val d'Or (819) 825-3181

Valleyfield

Magasin-concession de Valleyfield (450) 371-3050

Victoriaville

La Grande Place des Bois Francs (819) 357-4000

*Payez en 26 mensualités égales, sans intérêt, jusqu'en janvier 2005. Avec la carte Sears seulement, sur approbation de votre crédit. Achat minimum: 200 \$. Tous les frais et taxes applicables sont payables au moment de l'achat.

La mensualité indiquée a été arrondie au cent près. Des frais de crédit s'ajouteront au solde de votre compte pour toute portion impayée d'un montant porté sur votre compte Sears, à compter du mois suivant. À l'exclusion des articles de nos magasins de liquidation, des achats par catalogue et sur le site Web. Offre en vigueur jusqu'au samedi 30 novembre 2002. Renseignez-vous.



Correspondance d'une démission

Presse Canadienne

OTTAWA —Voici le contenu des lettres échangées hier par le premier ministre Jean Chrétien et son ancienne directrice des communications, Françoise Ducros :

Lettre de Françoise Ducros à Jean Chrétien :

« Monsieur le premier ministre,

J'ai réfléchi au cours de la fin de semaine à la controverse entourant des paroles prononcées à Prague. Il m'apparaît clairement qu'en raison de la controverse, il me sera impossible d'accomplir mon travail.

J'aimerais donc quitter mon poste de directrice des communications immédiatement. Je chercherai à réintégrer la fonction publique.

Je vous suis reconnaissante de l'appui que vous m'avez apporté durant cette période difficile. Il n'y a pas de mots pour exprimer quel grand honneur ce fut que de vous servir ainsi que votre gouverne

Réponse de Jean Chrétien à Françoise Ducros :

« Chère Françoise,

J'ai lu votre lettre d'aujourd'hui me faisant part de votre décision de quitter votre poste de directrice des communications et de réintégrer la fonction publique quelques semaines plus tôt que prévu.

À l'heure de votre départ, vous pouvez être fière non seulement d'avoir occupé l'un des postes les plus haut placés qu'une femme ait jamais assumé au cabinet d'un premier ministre, mais surtout de la manière exemplaire dont vous avez exercé vos fonctions.

En près de quatre années à titre de directrice des communications, vous avez servi l'ensemble du gouvernement et moi personnellement avec une compétence et un dévouement extraordinaires.

J'ai toujours apprécié au plus haut point vos avis et vos conseils. Et je suis très heureux de savoir qu'en tant que fonctionnaire, vous continuerez de mettre ces qualités admirables au service de la population canadienne.

Aline se joint à moi pour souhaiter que le succès et le bonheur continuent de vous accompagner, vous et Ian, au cours des années à venir. »

| PORTRAIT |

Jim Munson, un homme affable

GILLES TOUPIN

OTTAWA – L'arrivée de Jim Munson à la direction des communications du cabinet du premier ministre a fait pousser un soupir de soulagement hier à plusieurs journalistes de la Tribune de la presse parlementaire à Ottawa.

M. Munson, un ancien journaliste de la chaîne CTV pendant 23 ans, est d'un tempérament affable et possède un sens de l'humour qui a fait de lui un homme des plus appréciés de ses anciens collègues, dont certains sont demeurés ses partenaires de hockey encore aujourd'hui.

Son style fera certes contraste avec celui de Françoise Ducros, celle qui l'a précédé et qui a remis hier sa démission. Plusieurs journalistes attachés à la couverture du premier ministre, a confié Anne Dawson, présidente de la Tribune de la presse et journaliste au *National Post*, n'aimaient pas l'approche de la carotte et du bâton que privilégiait M^{me} Ducros. « Si ce qu'écrivait un journaliste sur le premier ministre lui plaisait, elle collaborait davantage avec lui. Si elle n'aimait pas ce que vous écriviez sur son patron, elle vous boycottait. »

Avec Jim Munson, ont confirmé hier plusieurs journalistes à Ottawa, ce sera différent. Ce hockeyeur est le « Maurice Richard » de l'information, fin analyste politique, qui s'est fait favorablement remarquer lorsqu'il était correspondant en Chine lors de la révolte des étudiants de Tiananmen. Selon son ancien patron à CTV, Craig Oliver, il a toujours entretenu d'excellentes relations avec les hommes politiques de tous les côtés de la Chambre des communes, se vantant même à l'époque d'avoir été un des rares à avoir joué une ou deux parties de golf avec Jean Chrétien.

Ce n'est qu'en août dernier que Jim Munson a été engagé au cabinet du premier ministre à titre de conseiller spécial en commu-



Jim Munson

Photo CP

nications. Après son départ de CTV, où il avait été correspondant parlementaire principal à Ottawa, chef de bureau à Londres, à Pékin et à Halifax, M. Munson a d'abord travaillé comme consultant en matière de gouvernance autochtone au ministère des Affaires indiennes.

« C'est quelqu'un qui a les pieds sur terre, commente encore Craig Oliver, qui te donne toujours l'heure juste. Et en plus il est charmant et ne fait pas de sautes d'humeur. »

« À l'époque où Pierre Elliott Trudeau était premier ministre, raconte M. Oliver, le chef de bureau de CTV à Ottawa, Jim a essayé avec insistance une fois d'interviewer le premier ministre. Celui-ci lui a flanqué un coup de poing et Jim a immédiatement répliqué de la même manière. Trudeau a voulu en remettre, mais la GRC s'est interposée. La direction de CTV a par la suite voulu congédier Jim, mais M. Trudeau s'en est mêlé en déclarant que c'est lui qui devrait être congédié parce que c'est lui qui avait porté le premier coup. Jim a gardé son emploi. »

La famille de Jim Munson, sa femme et ses deux fils, est francophone avec des racines au Nouveau-Brunswick et au Québec. M. Munson parle français, mais il reconnaît lui-même qu'il doit encore améliorer sa pratique de la langue de Molière.

Les soldats canadiens bombardés tiraient en l'air

Presse Canadienne

HALIFAX — Les soldats canadiens qui ont été la cible d'un tir américain en Afghanistan ont admis qu'ils avaient tiré en l'air juste avant la tragédie, dans le cadre d'un exercice de nuit non loin de la base aérienne de Kandahar.

Les pilotes de l'US Air Force survolant cette zone auraient pris les coups de feu pour une attaque ennemie et auraient largué une bombe pour se défendre, tuant quatre soldats canadiens et en blessant huit autres.

Devant une commission d'enquête conjointe Canada-États-Unis, le sergent Lorne Ford du régiment d'infanterie légère Princess Patricia a admis que des coups de feu avaient été tirés vers le ciel, le soir du drame.

« Il y aurait d'abord eu des salves, comme des petites explosions dans l'air, a-t-il expliqué dans sa déposition. Je ne connais par l'angle, mais cela aurait été vers le ciel. »

Les ricochets et les tirs quasi continus de balles éclairantes auraient produit des étincelles rouges et blanches, tout au long de la soirée, a-t-il affirmé.

Ces propos coïncident avec ceux du caporal René Paquette, qui participait lui aussi à l'exercice nocturne dans les montagnes du sud de l'Afghanistan.

C'est après avoir vu des éclairs au sol que le pilote américain Harry Schmidt aurait demandé l'autorisation de faire feu. Son collègue William Umbach lui aurait alors conseillé d'attendre, le temps d'être certain qu'il ne s'agissait pas de tirs amis.

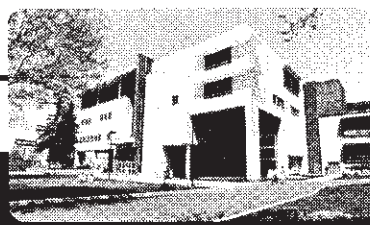
Quatre minutes plus tard, les deux hommes larguaient néanmoins une bombe de 225 kilogrammes sur les soldats canadiens.

Les témoignages de MM. Ford et Paquette, que la Presse Canadienne a obtenus, n'apparaissent pas dans le rapport des responsables chargés d'enquêter sur les circonstances de la tragédie.

Ce document fait aussi l'impasse sur la déposition d'une sentinelle qui avait donné l'ordre aux soldats canadiens de suspendre le tir lors du décollage ou de l'atterrissage des avions à l'aéroport de Kandahar. Il semble que cette directive ait été ignorée ou perdue.

COLLÈGE
Ahuntsic

FORMATION CONTINUE
Cours offerts aux adultes
Session HIVER 2003



Préinscription :

du 25 novembre au 11 décembre 2002 Au local
A-1160

Nouveau programme offert

Techniques de micro-informatique

Autres programmes offerts

- Sciences de la nature
- Sciences humaines
- Construction et rénovation de bâtiments
- Initiation à la mécanique du bâtiment
- Instrumentation, automatisation et robotique
- Télécommunications
- Graphisme
- Impression offset
- Infographie appliquée à l'imprimerie
- Production de pages Web (Graphisme)
- Production de pages Web (Infographie)
- Techniques administratives
- Finance
- Techniques juridiques

Conditions d'admission :

- Détenir un diplôme d'études secondaires (DES+) et avoir réussi les cours préalables ou l'équivalent.

Documents requis :

- Une copie du dernier relevé de notes des études secondaires et des études collégiales, s'il y a lieu, et de l'extrait de naissance.
- Personne née à l'extérieur du Québec : une preuve qui permet d'établir que vous avez le statut de résident du Québec.

Droits :

- Le montant total des droits est payable au moment de l'inscription en espèces ou avec cartes de crédit Visa et Mastercard ou avec carte de débit Paiement direct.
- Aucuns frais de scolarité pour les personnes inscrites à temps plein (gratuité scolaire).
- Possibilité de suivre certains cours le jour.
- Dans certains cas, formation de courte durée.
- Possibilité d'obtenir une aide financière (prêts et bourses).
- Maintenant offert aux élèves à TEMPS PARTIEL selon certaines conditions**
- Service de reconnaissance des acquis.
- Documentation disponible au comptoir de l'Organisation de l'enseignement, local A-1320.

Heures d'ouverture :

Lundi, mardi, mercredi et jeudi de 9 h à 20 h, sur rendez-vous.



RENSEIGNEMENTS :
COLLÈGE AHUNTSIC
Formation continue
9155, rue Saint-Hubert, Montréal (Québec) - H2M 1Y8 - Téléphone : (514) 389-5921, poste 2228

Pour plus d'information, consultez le site Internet <http://www.collegeahuntsic.qc.ca> et cliquez sur le bouton « Formation continue (adultes) ».

3095589

ROOTS

20%*

DE RABAIS

SUR LE PLUS BAS PRIX
COTONS OUATÉS
ROOTS, ROOTS KIDS & ROOTS ENTREPÔT



SOLDE COMMENCE DEMAIN!

*EXCLUS ACHAT EN LIGNE, NE PEUT ÊTRE JUMELÉ À AUCUNE AUTRE OFFRE.

3095589A

Visez le sommet

Choisissez l'Université Concordia!

À la Faculté de génie et d'informatique, vous trouverez :

- des professeurs et des chercheurs de première classe
- des programmes novateurs
- des installations ultramodernes
- un apprentissage dynamique et en équipe
- des partenaires industriels

Le génie et l'informatique à Concordia : la Faculté des leaders de demain.

www.encs.concordia.ca



Sandip Bhamrah
Étudiante coop de 1^{er} cycle
Génie électrique



UNIVERSITÉ
Concordia

On vous prépare pour le monde
www.concordia.ca

3099654A

Chrétien tient à ratifier Kyoto cette année

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Malgré la révolte de certaines provinces, dont l'Alberta qui menace d'avoir recours aux tribunaux afin de faire échec au projet d'Ottawa de ratifier le protocole de Kyoto, le premier ministre Jean Chrétien maintient sa décision d'adopter cet accord international avant la fin de l'année.

M. Chrétien s'est montré intraitable hier devant les récriminations des provinces qui ont décidé lundi d'annuler une rencontre prévue des ministres de l'Environnement du

pays afin de discuter du dernier plan du fédéral de mise en oeuvre du protocole. Le premier ministre s'est aussi défendu, comme l'accuse son homologue albertain, Ralph Klein, de chercher à diviser les provinces afin de mieux régner à Ottawa en rencontrant certains premiers ministres provinciaux pour discuter de cet épineux dossier.

Au cours des dernières heures, M. Chrétien a rencontré les premiers ministres de l'Ontario, Ernie Eves, et de la Colombie-Britannique, Gordon Campbell, afin de les convaincre d'appuyer la ratification du protocole de Kyoto, qui obligera

le Canada à réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 6 % par rapport aux niveaux de 1990. « Ils (les premiers ministres des provinces) savent très bien que nous allons procéder avant le 1^{er} janvier », a déclaré M. Chrétien à l'issue d'une réunion de son cabinet. « Cela (la décision de ratifier Kyoto) donne les résultats que nous voulions. Si on n'avait pas décidé de procéder, on en aurait parlé pendant 10 ans », a-t-il ajouté.

À l'issue d'une conférence téléphonique, les provinces ont décidé d'annuler la rencontre prévue ven-

credi étant donné le refus catégorique du gouvernement Chrétien d'offrir des garanties qu'Ottawa paiera les coûts économiques reliés à la mise en oeuvre du protocole.

Même s'ils sont favorables à une ratification du protocole de Kyoto dans les plus brefs délais, le Québec et le Manitoba ont décidé de se ranger du côté des huit autres provinces afin de maintenir le front commun. Le gouvernement de l'Alberta, de son côté, a évoqué lundi qu'il songe demander à la Cour d'appel de la province de statuer pour savoir si le fédéral a le pouvoir d'imposer cet accord interna-

tional aux provinces, même si cela touche certains de leurs champs de compétence tels que les ressources naturelles.

Hier, M. Chrétien s'est montré peu impressionné par toutes ces manœuvres en disant que son gouvernement doit aller de l'avant afin d'éliminer toute incertitude à ce sujet dans l'esprit des gens d'affaires et des investisseurs étrangers. « Mes fonctionnaires me disent que dans certains secteurs, ils veulent avoir la certitude. Il n'y a rien de pire pour les investisseurs que l'incertitude. Là, ils sont obligés de regarder ce qu'ils seront obligés de faire », a dit le premier ministre. « Cela force les gens à prendre des décisions. Ensuite, quand les décisions sont prises, ils pourront faire leur plan d'investissement en fonction de la réalité et non pas en fonction d'une peur de l'avenir », a-t-il enchaîné. « Nous devons forcer la société à examiner tout cela d'une manière réaliste. Nous avons des obligations internationales et le Canada est toujours à l'avant-garde de ses obligations internationales », a-t-il ajouté.

De son côté, le ministre de l'Environnement, David Anderson, a dit souhaiter que les provinces reviennent sur la décision d'annuler la réunion de cette semaine. « Les provinces ont décidé de retarder la rencontre et maintenant, elles ont décidé de l'annuler. Mais je répète que je suis plus que disposé à les rencontrer vendredi. Évidemment, il y a beaucoup de choses dont nous devons discuter. Je ne peux pas comprendre leur décision d'annuler la rencontre », a dit le ministre.

À l'issue de son tête-à-tête avec M. Chrétien, Gordon Campbell, a dénoncé la « précipitation » du gouvernement fédéral dans le dossier de Kyoto, jugeant tout à fait inacceptable de voir Ottawa se lancer dans cette aventure sans avoir de plan de mise en oeuvre détaillé.

la **Baie** encore plus

Magasinage des fêtes :

- De 9 h 30 à 21 h, du lun. au ven.
- De 8 h à 17 h, le samedi
- De 9 h à 17 h, le dimanche

Du mercredi 27 novembre
au dimanche 1^{er} décembre



moitié prix!
solde 999 \$

Canapé Jackpot en cuir
véritable et d'imitation
Ord. 1 999 \$.



moitié prix!
solde 699 \$ tous formats
De Hattrick : canapé et canapé-
lit une ou deux places Ord. 1 399 \$.

ne payez rien **avant 2004** ou payez en 12
versements égaux,
sans intérêt

MEUBLES GROS ÉLECTROS APPAREILS ÉLECTRONIQUES DUOS-SOMMEIL

25 % de rabais tous les meubles de séjour, salle
à manger et chambre à coucher



jusqu'à 200 \$ de rabais

plus la garantie de prix imbattable*

Téléviseurs allant jusqu'à 91 cm (36 po)

Exceptions : modèles WX, HX et HL de la gamme

TAU de Panasonic, modèles HS de la gamme WEGA

de Sony, ceux à plasma et ceux à écran ACL.

*Si vous trouvez un même appareil électronique

annoncé à meilleur prix, apportez-nous

l'annonce et nous égalerons le prix avec plaisir!

Si un article identique est annoncé chez un concurrent canadien à meilleur

prix dans les 30 jours suivant l'achat à la Baie, nous égalerons ce prix.

L'article identique du concurrent ne doit pas être offert en quantités limitées.



1 100 \$ de rabais

plus le châtif en prime

Duo-sommeil Manchester de Sealy

à ressorts enséchés, format grand lit

Ord. 1 999 \$. **Solde 899 \$**

50 % de rabais

duos-sommeil

Exceptions : modèles Home Studio, Comfort Forme et Spine Health.



15 % de rabais

plus la livraison en prime*

Tous les électroménagers Maytag

*Achetez un électroménager Maytag, faites-le livrer,

et nous vous accorderons un rabais équivalant

au coût de la livraison locale standard.



130 \$ de rabais

plus la livraison en prime*

Lave-vaisselle Beaumark®

Ord. 469,98 \$ à 569,98 \$.

Solde 339,98 \$ à 439,98 \$

Notre photo. Modèle n° 40261.

Ord. 529,98 \$. **Solde 399,98 \$**

*Achetez un lave-vaisselle, faites-le livrer,

et nous vous accorderons un rabais équivalant

au coût de la livraison locale standard.

Le choix varie selon le magasin. Les rabais sont sur nos prix ordinaires, sauf avis contraire. Exceptions : articles « Notre meilleur prix chaque jour » et « Achat spécial ».

Le « PROGRAMME DE PAIEMENT DIFFÉRÉ » est offert aux titulaires de la carte de crédit Hbc, la Baie ou Zellers à l'achat de certains articles et services et sur approbation du crédit. **Mode de fonctionnement :** Votre achat doit totaliser 200 \$ ou plus avant les taxes. Les frais suivants sont exigibles au moment de l'achat et ne seront pas différés : (a) des frais de surcoût de paiement de 45 \$ par transaction (sauf au Québec et en Nouvelle-Écosse); (b) toutes les taxes applicables; et (c) tous les frais additionnels liés à l'article acheté. Le paiement du reste de votre achat (qui doit être porté à votre compte de crédit Hbc, la Baie ou Zellers) sera différé et ce montant ne sera payable qu'à l'émission de votre relevé de compte de janvier 2004. Les montants payables sont assujettis aux conditions habituelles de votre compte; si vous effectuez vos paiements selon les modalités prévues, l'utilisation du programme pour régler votre achat n'entraînera pas d'autre coût que les frais de surcoût de paiement déjà réglés. Le taux d'intérêt appliqué à votre compte est de 2,4 % par mois (28,8 % par année). Si vous ne respectez pas les modalités liées à votre compte de crédit, la Baie ou Zellers se réserve le droit d'exiger le paiement complet du solde, y compris tout montant différé en vertu du « PROGRAMME DE PAIEMENT DIFFÉRÉ ». Pour plus de précisions, veuillez consulter un conseiller à la vente de la Baie. Possibilité de crédit instantané sur approbation. Le choix varie selon le magasin.

Prenez-la. Activez-la. Offrez-la.

Le cadeau... aux mille et une possibilités.



Utilisez-la.

la Baie Zellers Déco

cyberpresse.ca Les enjeux du
protocole de Kyoto et
la controverse sur sa
ratification à
www.cyberpresse.ca/kyoto

LOTO QUÉBEC		Résultats	
Tirage du 2002-11-26		Tirage du 2002-11-26	
12 15 16 19 20 23 26 35 37 38		12 15 16 19 20 23 26 35 37 38	
39 46 51 52 53 56 57 58 69 70		39 46 51 52 53 56 57 58 69 70	
Tirage du 2002-11-26		Tirage du 2002-11-26	
3 220		4 2586	
NUMÉRO: 895787		NUMÉRO: 895787	

ANGLAIS
COURS AXES SUR LA CONVERSATION
Petits groupes : 3 à 7 personnes ; admission continue
à temps partiel et semi-intensifs | COURS INTENSIFS
de jour, 25 h/semaine
matin, après-midi, soir, samedi 155 \$ à 175 \$/semaine*
1 à 7 fois/sem. • 235 \$/30 h* aussi disp. 30 h / sem.
* Matériel pédagogique inclus, pas de taxe, déductible d'impôt, frais d'inscription : 45 \$
Formation en entreprise adaptée à vos besoins
Cours privés : toutes les langues
Converlang
école de langues postmoderne
accréditée par Emploi-Québec
1160, boul. St-Joseph Est, 3^e étage, Mtl
(514) 278-5309 www.converlang.com

MAXIMA NISSAN
LOUEZ UNE 2003 POUR AUSSI PEU QUE
399\$ PAR MOIS*
*Sur approbation de crédit. Détails en magasin. Avec acompte.
Les images sont à titre d'illustration seulement.
Au Super Centre NISSAN de Montréal
3500 Jean Talon Ouest
(Près de Côte-des-Neiges) Métro Namur
(514) 739-3175
www.citenissan.com

PATHFINDER NISSAN
LOUEZ UNE 2003 POUR AUSSI PEU QUE
399\$ PAR MOIS*
*Sur approbation de crédit. Détails en magasin. Avec acompte.
Les images sont à titre d'illustration seulement.
Au Super Centre NISSAN de Montréal
3500 Jean Talon Ouest
(Près de Côte-des-Neiges) Métro Namur
(514) 739-3175
www.citenissan.com



PLAISIRS EXTRÊMES

Ski et surf >Centres de glisse >Équipements >Nouveautés >Et bien plus!

CAHIER SPÉCIAL SPORTS DE GLISSE

Samedi dans **La Presse**



Vous avez déjà coupé
là où c'était possible.

Vous avez demandé
à tout le monde
d'en faire plus.

Vous avez été ouvert
à toute idée nouvelle.

Vous avez reçu
une multitude de conseils.

Mais ce n'est pas assez.

Pas assez pour être compétitif,
encore moins pour prospérer.

Certainement pas assez
pour prendre les devants.

Bref, vous êtes coincé.

Et lorsqu'on est coincé,
la chose dont on a le plus
besoin, c'est :



La Presse

27 novembre 2002

Page A14 manquante

La Presse

27 novembre 2002

Page A15 manquante



plus de profondeur dans le secteur de l'automobile
plus de profondeur dans le commerce de détail
plus de profondeur dans l'industrie pharmaceutique
plus de profondeur dans le domaine de la défense
plus de profondeur dans le secteur gouvernemental
plus de profondeur dans les services publics
plus de profondeur dans les sciences de la vie
plus de profondeur dans l'industrie pétrolière
plus de profondeur dans le secteur de l'assurance
plus de profondeur dans l'industrie du divertissement
plus de profondeur dans le secteur bancaire
plus de profondeur dans l'industrie des produits chimiques
plus de profondeur dans le secteur énergétique
l'industrie des marchandises emballées
le secteur des médias
l'aérospatiale
l'industrie du tourisme
les transports
le secteur de l'éducation
le secteur de la santé
plus de profondeur dans le secteur des marchés financiers
plus de profondeur dans l'industrie électronique
plus de profondeur dans le secteur des télécommunications

60 000 experts dans 160 pays, soutenus par les capacités d'exécution et les technologies éprouvées d'IBM.
L'expérience et la compétence pour saisir une occasion ou cerner un problème.
Tout le pragmatisme, les gens et la technologie pour bien faire les choses, du début à la fin.
De la planification stratégique à la transformation organisationnelle, en passant par des services à la demande basés sur le modèle des services publics.
Tout ce qu'il faut, peu importe ce qu'il faut. Partout dans le monde, sous un seul et même toit.

Les Services-conseils en affaires IBM



À la CSM, les enfants russes sont les meilleurs en sixième

MARIE ALLARD

COMME CHACUN le sait : tous les immigrants sont pareils, et les pauvres ont de moins bons résultats scolaires que les riches. « Alors qu'on a longtemps cru ces affirmations, la réalité qui nous frappe aujourd'hui est tout autre », note Robert Cadotte, le président de la commission pédagogique de Montréal.

En effet, une analyse des résultats des élèves de la sixième année du primaire, selon leur langue maternelle, vient indiquer que l'ins-truction des parents compte au moins autant que le contenu de leur portefeuille, et que les écoliers ne remportent pas tous le même nombre d'étoiles dorées dans leur cahier selon qu'ils parlent vietnamien, espagnol ou créole à la maison. « Avec ce diagnostic, nous allons pouvoir nous interroger sur les causes de ces inégalités, et agir de façon ciblée », dit M. Cadotte.

Aux examens de français, de mathématiques et d'anglais de la fin de l'année 2000-2001, les élèves de sixième année de la CSDM ont obtenu des résultats très différents selon qu'ils appartiennent à l'une ou l'autre des 10 communautés linguistiques les plus fréquentes dans les écoles. Les champions toutes catégories sont les petits dont la lan-gue maternelle est le russe, avec

une moyenne de 82 %, suivis du vietnamien (81,4 %), du chinois (81,3 %), de l'anglais (80 %), du tagalog (79 %), de l'arabe (77 %), du français (76 %), du portugais (75 %), de l'espagnol (74 %) et du créole (69 %).

Pas de différences à Marguerite-Bourgeoys ?

Ce portrait en main, le commis-saire va chercher à en connaître les causes. « Pourquoi un groupe réus-sit-il mieux qu'un autre ? Une fois qu'on exclut des facteurs qui relèvent du racisme, on peut s'interroger sur les milieux de vie, les conceptions de l'éducation, la culture de chacun, et aider ceux qui en ont besoin au lieu d'agir n'importe où. »

Il reste à instaurer des mesures concrètes pour contrer les inégalités, alors que la ségrégation selon l'origine ethnique est un sujet quasiment tabou. Ainsi, bien qu'un portrait statistique réalisé par le ministère de l'Éducation en 1998 ait souligné l'existence de différen-ces dans les taux d'obtention des diplômes par les élèves, selon qu'ils sont anglophones, franco-phones ou allophones, aucun pro-gramme ciblé n'a été mis sur pied depuis.

À la commission scolaire Mar-guerite-Bourgeoys (CSMB), plutôt que de s'intéresser aux résultats

des petits, on s'est penché sur ceux des grands. Une étude portant sur le taux de réussite aux examens ministériels des élèves des écoles secondaires à forte concentration ethnique, qui doit être rendue publique en décembre, révèle qu'il n'existe pas de corrélation entre le taux d'ethnicité d'une école et sa performance. Il n'a cependant pas été possible de savoir si les résul-tats des élèves selon leur langue maternelle ont été détaillés.

Interpellés dès maintenant

Voilà qui n'empêche pas Robert Cadotte de préciser la suite. « À la CSDM, nous sommes directement interpellés, dès aujourd'hui. Cha-cune des écoles devra se demander pourquoi certains groupes réussis-sent mieux que d'autres, puis aider ces élèves, le plus rapidement pos-sible. » Des sommes allouées aux écoles dans le cadre du programme Agir autrement pourraient, par exemple, être utilisées à cette fin.

Est-ce à dire que l'on aidera les francophones, qui font piètre figure avec leur huitième place en anglais, leur sixième place en maths et leur troisième place en... français ? « C'est vrai que ce n'est pas très fort, mais ce n'est quand même pas catastrophique, nuance M. Cadotte. Leurs résultats sont au-dessus de 75 %... »

Deux Basques pourraient être extradés

MARIE-FRANCE LÉGER

LE MINISTRE DE la Justice, Mar-tin Cauchon, pourrait se prononcer prochainement sur le renvoi des deux Basques sans statut emprison-nés depuis 18 mois et dont l'Espa-gne a réclamé l'extradition.

« Il va y avoir une décision pro-chainement. Nous sommes dans la phase où le ministre doit se décider sur le renvoi », a indiqué hier Irène Arsenault, porte-parole de M. Cau-chon.

À un mois de Noël, les pressions reprennent en faveur de la libéra-tion de Gorka Perea Salazar, 28 ans, et Eduardo Plagaro Perez de Arriuzela, 30 ans, arrêtés le 6 juin 2001 et détenus à la prison de Ri-vière-des-Prairies.

Toutefois, l'avocat Pierre Poupart

rappelle que le dossier est réelle-ment sensible et ne doit pas entraî-ner de décision précipitée. « J'aime autant que le dossier soit mûri et qu'une décision soit rendue après une longue réflexion », a-t-il expli-qué.

Ces deux jeunes indépendantis-tes basques ont été condamnés en Espagne à six ou sept ans de réclu-sion pour incendie criminel. Pen-dant leur libération conditionnelle, ils ont réussi à quitter leur pays pour le Canada. À la suite de la de-mande d'extradition de l'Espagne, l'étude de leur dossier devant la Commission du statut de réfugié a été suspendue.

Ces Basques, au Québec depuis 1997, n'ont jamais caché leurs anté-cédents judiciaires. Ils ont affirmé que les aveux leur ont été arrachés

sous la torture et ils ont toujours nié appartenir au réseau terroriste de l'ETA.

Le Comité de soutien aux pri-sonniers politiques basques va de son côté reprendre ses interven-tions publiques dans l'espoir de les faire libérer avant les Fêtes. Tous les mardis soir, les membres se réunissent aux abords du métro Mont-Royal pour réclamer leur li-bération et l'obtention du statut de réfugié.

« Nous avons confiance. Notre pétition comporte maintenant 2600 noms. Nous croyons qu'ils sont in-carcérés dans des conditions diffi-ciles. Cette prison à Rivière-des-Prairies n'est pas faite pour les longues détentions », a indiqué Marc-An-dré Cyr, un des membres du com-ité.

Du jeudi 28 novembre au dimanche 1er décembre

Ne manquez pas le fameux

Solde de liquidation itinérant de fourrures à la Baie

Un événement très spécial

4 jours seulement
Rabais de **40% à 75%**
sur une vaste sélection

de fourrures peaux de mouton et manteaux de cuir fort populaires cette saison, réunis dans nos boutiques d'un bout à l'autre du Canada.



- Fabuleux manteaux de vison, de castor et de fourrures à poil rasé la liste est encore longue
- Vison Blackglama et fourrure designer
- **Peau de mouton dernier cri à partir de 799\$**
- **Collection spéciale de manteaux en cuir italien Maxime à partir de 299\$**
- Sélection remarquable, bas prix incroyables
- **Manteaux de vison femelle à partir de 2999\$**

Réparations, remodelage et nettoyage

Seulement à la Baie magasin centre-ville

Emplacement spécial
au rez-de-chaussé
(514) 281-4731

la **Baie**

Toutes les ventes sont fermes
Aucun ajustement sur achats antérieurs

FOURRURES • PEaux DE MOUTON • MANTEAUX DE CUIR

TOUTES
SOU
FÉLICITATIONS
AUX ALOUETTES

**Salon International
de l'Auto de Montréal**

SALON
INTERNATIONAL
DE
L'AUTO
DE MONTRÉAL
2003

**Palais des Congrès
de Montréal**
22 novembre au 1^{er} décembre 2002

En collaboration avec

ROGERS

AT&T

La Presse

2\$ de rabais
à l'achat d'un billet à 12\$ ou à 10\$
(offre non applicable aux enfants de 6 à 12 ans)

Conditions de validité Présentez ce bon-rabais aux guichets du Palais des Congrès de Montréal. Ce bon-rabais ne peut être jumelé à d'autres promotions et n'a aucune valeur marchande. Un seul bon-rabais par personne. Offre disponible jusqu'à épuisement des quantités imprimées.

SALON
INTERNATIONAL
DE
L'AUTO
DE MONTRÉAL
2003

Le juge Paul sonne la fin de la récréation

ANDRÉ CÉDILOT

LE JUGE Réjean Paul a sonné la fin de la récréation hier au procès des 13 Hells Angels accusés de meurtres, enjoignant aux avocats d'agir selon les règles de l'art et avec décourum. En gros, il ne tolérera plus ce qu'il appelle les contre-interrogatoires « répétitifs, inutiles, non pertinents, futiles ou vexatoires ».

Le message est d'autant plus sérieux que le juge a pris la peine d'en faire un jugement écrit. « Je tiens à souligner que ce procès sera mené à terme », a-t-il dit



sur un ton grave, avant de remettre le document à la greffière, avec copies aux avocats et aux six hommes et six femmes qui forment le jury.

Déjà à rude épreuve depuis le début du procès, le juge Paul a éclaté à la suite d'un autre affrontement qu'il a eu la semaine dernière avec l'un des avocats de la défense. Cette joute orale, que le juge qualifie lui-même de disgracieuse, s'est terminée par l'arrêt forcé d'un pointilleux contre-interrogatoire auquel M^e Martin Tremblay soumettait un technicien en scène de crime de la police de Montréal.

Dans un jugement intitulé « mise au point sur l'affaire Tremblay », le juge Réjean Paul a réitéré ses mises en garde à l'endroit des avocats pour qu'ils respectent les règles de droit et de déontologie régissant le fonctionnement des tribunaux. « Dans un procès de longue haleine, il faut que tous les acteurs conservent leur sang-froid, mais aussi et surtout leur bon sens. Il faut aussi, pour un avocat, respecter son serment d'office... et sup-

porter activement l'autorité des tribunaux... », a-t-il dit.

À l'aide d'extraits clés d'un ouvrage reconnu dans toute la profession, il a rappelé aux avocats des Hells Angels les grandes règles du contre-interrogatoire d'un témoin. Il leur a aussi parlé du pouvoir discrétionnaire dont dispose le juge pour admettre ou refuser les questions des avocats. À bout de patience, il a promis de prendre définitivement le contrôle du procès et de ne plus rien laisser passer.

« Il serait si facile si le calme et la sérénité deviennent notre marque de commerce et qu'une certaine célérité se manifeste ! Le juge et les jurés s'attendent sans aucun doute à une plus grande rigueur et logique lors des contre-interrogatoires », note le juge Réjean Paul, qui dit souhaiter que tout le monde fasse preuve de savoir-vivre.

Bien qu'il dise avoir passé l'éponge sur les agissements de M^e Tremblay — jeudi dernier, il avait menacé de le faire expulser de la salle —, le juge Paul a refusé qu'il poursuive le contre-interrogatoire du policier Alain Laguë. « Il n'est pas question que M^e Tremblay continue. Ce serait futile, inutile et vexatoire. C'est final », a-t-il lancé sur un ton sec. Il a ensuite décrété une pause de 20 minutes en invitant les avocats à bien relire son jugement de six pages.

À leur retour, les avocats ont indiqué qu'ils n'avaient pas d'autres questions à poser à l'agent Laguë. « M^e Tremblay avait été désigné pour mener ce contre-interrogatoire, et le procès va démontrer qu'il était celui qui avait le plus grand intérêt à contre-interroger ce témoin », a déclaré M^e Léo-René Maranda. Le jury est resté stoïque tout au long de la séance d'hier, sans doute habitué aux prises de bec entre le juge et les avocats. Le procès en est à sa sixième semaine.

Hotte plaidera la folie passagère

CHRISTIANE DESJARDINS

Jocelyn Hotte était-il suffisamment en contact avec la réalité pour avoir une intention criminelle le soir où il a abattu son ex-conjointe, Lucie Gélinas, et blessé gravement les trois hommes qui se trouvaient avec elle dans sa voiture sur l'autoroute Métropolitaine ?

La défense est persuadée que non, et compte le prouver au cours des prochains jours en appelant plusieurs témoins à la barre.

C'est ce matin, en effet, que les deux avocates de l'accusé, Johanne Saint-Gelais et Anne-Marie Lanctôt, commenceront à présenter leur preuve. Elles n'ont jamais contesté le fait que c'est Hotte qui a tiré sur les victimes. Elles ont de fait consenti à admettre plusieurs documents et témoignages que la Couronne voulait mettre en preuve, ce qui a épargné un temps considérable à la cour. Quand des faits sont admis, les témoins n'ont pas besoin de se présenter en cour, un document résumant leur témoignage est suffisant.

Ce que la défense conteste, comme on a pu le constater lors des contre-interrogatoires menés par les avocates, c'est le harcèlement auquel se serait livré Hotte sur M^{me} Gélinas, de même que son état mental lors de la commission des crimes.

Par leurs questions, elles ont fait ressortir que M^{me} Gélinas a toujours entretenu des relations avec Hotte, de leur rupture à la fin mai 2001, jusqu'au jour de sa mort, trois semaines plus tard. Alors qu'elle disait être harcelée par Hotte et en avoir peur, elle est allée prendre un café avec lui, l'a accompagné au casino, elle a organisé et a participé à une relation sexuelle à trois avec Hotte et Hugues Ducharme (voisin de M^{me} Gélinas qui est au nombre des blessés), elle a laissé Hotte venir l'aider à faire des boîtes chez elle

L'ÉVÉNEMENT

Procès du policier de la GRC Jocelyn Hotte, accusé du meurtre prémédité de son ex-conjointe et de tentative de meurtre sur trois hommes qui se trouvaient avec elle dans sa voiture.

HIER

La Couronne a terminé sa preuve en déposant des documents.

AUJOURD'HUI

C'est au tour de la défense de présenter sa preuve.

en vue de son déménagement, et a accepté des cadeaux qu'il lui offrait. Par ailleurs, quelques heures avant sa mort, M^{me} Gélinas avait dit à des amis que Hotte l'avait complimentée sur sa tenue vestimentaire, et elle semblait en être contente.

L'autre élément que la défense voudra certainement exploiter est le fait que M^{me} Gélinas a confié à plusieurs personnes qu'elle croyait Hotte en dépression pendant cette période. Il agissait bizarrement et elle ne le reconnaissait plus, disait-elle. Rappelons que Hotte, un policier de la GRC affecté à la protection des dignitaires, et Gélinas, mère de trois enfants issus d'une autre union, se fréquentaient depuis six ans, quand Hotte a mis fin à leur relation à la fin mai. Peu de temps après, il changeait apparemment d'idée, mais M^{me} Gélinas, qui avait rencontré un autre homme, ne voulait plus reprendre la relation. Hotte l'a abattue le soir du 23 juin, alors qu'elle roulait sur l'autoroute Métropolitaine avec trois amis.

Liberté éphémère

MARCEL LAROCHE

À PEINE SORTI de la prison de Bordeaux où il venait de purger les deux tiers d'une peine de 15 mois de prison pour bris de condition, un prédateur sexuel n'aura profité que d'une liberté éphémère, la police de Montréal l'ayant à nouveau arrêté le soir même pour... bris de condition.

Éric Daudelin, récidiviste de 28 ans fort bien connu des services policiers, était pourtant un homme libre comme l'air quand il a quitté jeudi dernier sa cellule de Bordeaux avec l'engagement de respecter certaines conditions, dont celle d'être à la maison entre 23 h et 6 h du matin.

Il a été interpellé le soir même par des agents de la police de Montréal qui l'ont aperçu flânant aux abords de la station de métro Henri-Bourassa, dans le nord de Montréal.

Comme il était passé 23 h jeudi soir, Daudelin n'a pu fournir une raison logique à son manquement au couvre-feu imposé quelques heures plus tôt. Tout comme il n'a pu expliquer pourquoi il avait donné une fausse adresse à la police.

Pris en flagrant délit, Daudelin a donc été écroué en attendant d'être inculpé vendredi matin d'une double accusation de bris de conditions, au palais de justice de Montréal.

Voulant sans doute éviter les foudres du tribunal, le prévenu a aussitôt enregistré un plaidoyer de culpabilité, ce qui ne l'a pas empêché d'être condamné sur-le-champ à 18 mois de prison. En tenant compte de son passé criminel chargé, et surtout de son entêtement à ne pas respecter ses conditions de libération, le juge a ordonné que cette peine soit consécutive à une peine de 15 mois de prison imposée en janvier 2002.

Daudelin n'en est pas à ses premiers démêlés judiciaires puisqu'il déjà été condamné à cinq ans de prison pour une série de délits sexuels commis à Laval. Après avoir entièrement purgé sa peine au pénitencier de Port-Cartier, sur la Côte-Nord, il avait été mis en liberté au mois de janvier 2002. Et ce malgré les hauts risques de récidive.

Loin de se conformer à ses conditions de libération, Daudelin avait rapidement transporté ses pénales à Montréal, où les policiers de la Division des agressions sexuelles l'avaient appréhendé quelques jours plus tard pour manquement à ses conditions de mise en liberté.

Cet écart de conduite lui avait d'ailleurs valu 15 mois de prison, en janvier 2002. Une peine qu'il venait de purger aux deux tiers lorsqu'il a été libéré jeudi dernier de la prison de Bordeaux. Et où il est retourné moins de 24 heures après sa libération.

« Cet individu représente un danger potentiel pour la société » a indiqué hier le commandant Pierre Leduc, responsable de la Division des agressions sexuelles de la police de Montréal.

SEDONA 2003 À partir de

268\$ / mois

KIA SEDONA

★★★★★
INDICE DE SÉCURITÉ
ANTI-IMPACT 5 ÉTOILES*

MOTEUR 3,5 L V6 DACT • BOÎTE AUTOMATIQUE À 5 VITESSES • CLIMATISATION AVANT ET ARRIÈRE

0%
DE FINANCEMENT
À L'ACHAT⁴

KIA

0\$
DE VERSEMENT
INITIAL⁵6 mois
sans paiement⁶!

Démarrez sans payer!

La meilleure garantie de l'industrie!

Garantie
Avantage Plus
5-5-5
KIA

- GARANTIE DE BASE DE 5 ANS/100 000 KM
- GARANTIE SUR LE GROUPE MOTOPROPULSEUR DE 5 ANS/100 000 KM
- ASSISTANCE ROUTIÈRE AVANTAGE PLUS DE 5 ANS/100 000 KM

SPECTRA 2003 À partir de

188\$ / mois

RIO RX-V 2003 À partir de

188\$ / mois



MOTEUR 1,6 L • 104 HP • BOÎTE MANUELLE À 5 RAPPORTS • JANTES EN ALUMINIUM • LECTEUR LASER • AILERON ARRIÈRE



MOTEUR 1,8 L • 125 HP • BOÎTE MANUELLE À 5 RAPPORTS • PHARES HALOGENE À VERRE CLAIR • GLACES ET PARE-BRISE TEINTÉS

L'offre de 6 mois sans paiement s'applique également aux modèles 2002 en inventaire.
Cette offre prend fin le 29 novembre 2002, faites vite!

www.kia.ca

Ville Marie KIA

Montréal
(514) 598-8800

KIA Mario Blain

McMasterville
(450) 464-4551

Rive-Sud Automobile

Longueuil
(450) 928-3000

KIA des Laurentides

Lafontaine
(450) 438-4438

Gravel KIA

St-Jean-sur-Richelieu
(450) 347-2835

KIA Serge Morand

St-Constant
(450) 635-4610

KIA Montréal

Montréal
(514) 908-2300

Albi KIA

Mascouche
(450) 474-3333

KIA Repentigny

Repentigny
(450) 657-1031

KIA St-Léonard

St-Léonard
(514) 256-1010

KIA Gabriel

Dollard Des Ormeaux
(514) 426-7777

KIA Sorel-Tracy

Tracy
(450) 742-1542

Bourassa KIA

Laval
(450) 669-7040

KIA St-Hyacinthe

St-Hyacinthe
(450) 774-3444

KIA Brossard

Brossard
(450) 671-5050

KIA St-Eustache

St-Eustache
(450) 623-9004

Joliette KIA

Joliette
(450) 752-1952

Boisvert KIA

Blainville
(450) 430-2223

KIA Latreille

Valleyfield
(450) 370-1130

Association des concessionnaires KIA du grand Montréal

Cinq millions de nouveaux cas de sida dans le monde en 2002

ANDRÉ DUCHESNE

Cinq millions de nouveaux cas de VIH/sida, dont deux millions chez les femmes et 800 000 chez des enfants de moins de 15 ans, ont été recensés au cours de la présente année, portant le nombre de personnes vivant avec la maladie à 42 millions dans le monde.

C'est le triste constat fait hier, à quelques jours de la commémoration de la Journée mondiale du SIDA (1^{er} décembre) par le Programme commun des Nations unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) dans sa mise à jour annuelle sur l'épidémie.

Les régions les plus affectées sont, encore

une fois, l'Afrique, où l'épidémie se traduit par une aggravation des problèmes de famine, mais c'est en Asie et en Europe orientale où la progression est la plus virulente.

Plusieurs pays de la région Asie-Pacifique incluant la Chine, l'Indonésie et la Papouasie—Nouvelle-Guinée sont confrontés à une croissance énorme de la maladie, pouvant faire jusqu'à 11 millions de nouveaux cas entre aujourd'hui et l'année 2007, si rien n'est fait pour accroître l'accès à la prévention.

« Nous savons qu'il y a un point dans la crise du sida de chaque pays où l'épidémie s'échappe des groupes particulièrement vulnérables pour passer dans la population générale », déclare Gro Harlem Brundtland, directrice générale de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

En Amérique du Nord, où l'on compte 950 000 cas, dont 55 000 au Canada, le plus grand danger qui guette la population est la

banalisation de l'épidémie, indique la Coalition des organismes communautaires québécois de lutte contre le sida (COCQ-SIDA).

L'organisme rappelle que la mise au point du traitement appelé trithérapie a eu l'effet pernicieux de faire croire aux jeunes des pays les plus riches que la maladie avait été vaincue. Résultat : on a constaté une baisse des relations sexuelles sécuritaires, ce qui risque fort de se traduire par une remontée de la courbe des cas recensés.

Dans l'espoir de redonner plus de visibilité au problème, la COCQ-SIDA a décidé de lancer une campagne de sensibilisation pour le moins percutante avec des images d'actes sexuels où un des partenaires croise les doigts en signe de chance, le tout surmonté de la phrase « Prenez pas de chance, prenez un condom ». Une autre s'inspire du vers célèbre du poète Claude Péloquin « Vous êtes

pas écoeurés de mourir bande de caves... C'EST ASSEZ ! »

Famine aggravée en Afrique

Pour revenir au rapport de l'ONUSIDA, il met l'accent sur le fait qu'au cours des dernières années, la maladie a causé des ravages chez les travailleurs agricoles dans les pays africains, ce qui a eu un impact sur les récoltes et, au bout du compte, aggravé la famine dans plusieurs pays.

On rapporte entre autres que le sida a tué sept millions de travailleurs agricoles dans 25 pays africains depuis 1985, dont 500 000 uniquement en 2001 dans les six pays principalement agricoles (Lesotho, Malawi, Mozambique, Swaziland, Zambie et Zimbabwe) menacés par la famine. Ensemble, ces pays comptent une population de 26 millions de personnes adultes dont cinq millions sont infectées.

CANCER DU SEIN | Santé Canada désapprouve l'utilisation du tamoxifène

SOPHIE ALLARD

LE RISQUE élevé de cancer de l'utérus, d'accident vasculaire cérébral et d'embolie pulmonaire associé à la prise du tamoxifène inquiète au plus haut point Santé Canada. À la lumière de ce constat dévoilé dans une récente étude américaine, l'organisme désapprouve vivement l'utilisation de ce médicament afin de prévenir le cancer du sein.

L'étude *National Surgical Adjuvant Breast and Bowel Project Breast Cancer Prevention* a été réalisée sur une période de sept ans auprès de 13 888 femmes américaines et canadiennes à risque élevé de cancer du sein et chez celles frappées d'un début de cancer du sein diagnostiqué par mammographie (*in situ*).

Selon cette étude, chez 1000 femmes utilisant le tamoxifène, 2,5 risquent de développer un cancer de l'utérus. Les accidents vasculaires cérébraux surviendraient chez 1,43 femme sur 1000 tandis que le taux d'incidence pour l'embolie pulmonaire serait de 0,75 sur 1000.

« Si nous connaissions déjà ces faits, nous savons désormais que les risques associés au tamoxifène sont plus importants que ses bénéfices lors de la prévention, dit Ryan Baker de Santé Canada. L'incidence de cancer de l'utérus nous inquiète particulièrement. »

Cette soudaine mise en garde de Santé Canada déconcerte le Dr André Robidoux, titulaire de la chaire d'étude sur le cancer du sein à l'Université de Montréal et qui figure parmi les instigateurs de l'étude. « Chez les femmes susceptibles de développer le cancer du sein, le tamoxifène réduit de 50 % les risques de contracter la maladie », rappelle le spécialiste, qui craint que l'avis de Santé Canada ne sème un vent de panique. « Une femme sur 10 développe un cancer du sein », rappelle-t-il.

Une fin au débat ?

Un nouveau médicament, présentement à l'essai, pourrait mettre fin au débat puisqu'il agirait comme le tamoxifène sans en présenter les dangers. En attendant, le Dr Robidoux croit que les médecins « doivent continuer de donner du tamoxifène à titre préventif tout en informant les patientes des risques et en redoublant de prudence auprès des femmes qui ont, par exemple, déjà été victimes d'un accident vasculaire cérébral ou de maladie cardiaque ».

Le Dr Robidoux se veut alarmiste. « Les femmes ayant déjà contracté un cancer du sein et qui négligent d'utiliser le tamoxifène courent 25 % plus de risques de développer à nouveau un cancer du sein que d'être frappées par un cancer de l'utérus, dit-il. En Amérique du Nord, une femme meurt du cancer du sein toutes les 12 minutes. »

Le tamoxifène diminue de 70 % les risques de décès associés au cancer du sein et réduit de 50 % les risques chez les femmes ayant déjà eu un cancer de développer un cancer dans l'autre sein.

À la Société canadienne du cancer, on estime tout de même que la prudence est de mise. « Dans le doute, les patientes doivent s'informer auprès de leur médecin », dit Marie-Claude Lafleur, porte-parole.

BEAUTÉ

à la baie

offre spéciale
ESTÉE LAUDER

Trousse de maquillage

Vous serez en beauté partout où vous irez grâce à cette trousse de maquillage dorée comprenant tous les articles beauté rêvés et une petite pochette assortie. Seulement 59,50 \$ à l'achat de produits Estée Lauder (une valeur* de 300 \$).



une
saison
magique

*La valeur est calculée sur notre prix au millilitre des produits de format courant.

la **Baie** encore plus

Prenez-la. Activez-la. Offrez-la.



Utilisez-la.

Le cadeau... aux mille et une possibilités.

la Baie Zellers Déco

États-Unis : hausse des agressions contre des musulmans en 2001

d'après AP

WASHINGTON — Les musulmans et les personnes d'aspect proche-oriental n'ont jamais été autant victimes d'agressions aux États-Unis que l'an dernier, souligne un rapport annuel du FBI. Les Noirs, les juifs et les homosexuels restent toutefois les personnes les plus touchées.

Le rapport du FBI sur les « crimes haineux » révèle que les incidents contre des

personnes, institutions ou entreprises liées à la foi musulmane sont passés de 28 en 2000 à 481 en 2001, soit une hausse de 1600 %. Les musulmans faisaient auparavant partie des groupes religieux les moins touchés.

Les actes haineux commis contre des personnes uniquement à cause de leur origine ethnique ou nationale en dehors des Hispaniques, des Noirs, des Asiatiques et des Indiens d'Amérique, ont plus que quadruplé, passant de 354 à 1501.

Les inspections de l'ONU reprennent en Irak

d'après AFP

BAGDAD — Après quatre ans d'interruption, les experts en désarmement de l'ONU ont repris aujourd'hui leurs inspections en Irak, tandis que la communauté internationale multiplie ses appels pressants à Bagdad pour faire preuve d'une coopération totale.

Arrivé lundi à Bagdad, un premier groupe de 17 experts de la Commission de contrôle, de vérification et d'inspection de l'ONU (Cocovinu) et de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) s'est installé au dernier étage de l'hôtel Canal, dans les bureaux occupés entre 1991 et 1998 par l'ancien organisme chargé de désarmer l'Irak, l'Unscm.

Le directeur de l'AIEA, Mohamed El-Baradei, a assuré hier que les erreurs de l'Unscm ne seraient pas répétées, en allusion notamment à des affaires d'espionnage qui avaient terni la crédibilité de l'ancienne mission.

Le chef de la Cocovinu, Hans Blix, a prévenu de son côté que « si l'Irak devait déclarer ne pas avoir de programme d'armement de destruction massive, il lui serait nécessaire de fournir des documents convaincants ou autres preuves ».

La résolution 1441 du Conseil de sécurité de l'ONU impose à l'Irak de fournir d'ici au 8 décembre une liste « complète, exacte et à jour » de ses programmes d'armement.

Craignant que Blix ne soit pas suffisamment ferme avec l'Irak, les milieux conservateurs américains ont commencé à mettre la pression sur lui en rappelant que lorsqu'il était à la tête de l'AIEA, il avait systématiquement minimisé, voire ignoré, les efforts de Bagdad pour se doter d'armes nucléaires.

Les inspecteurs mèneront « des inspections-surprises » et ne diront « jamais » où ils se rendront, a assuré la porte-parole de l'AIEA, Melissa Fleming. Ils comptent « ge-

ler » tout mouvement dans les lieux qu'ils exploreront, c'est-à-dire qu'ils interdiront toute entrée ou sortie susceptible de perturber leur travail, si nécessaire avec l'aide d'hélicoptères, a renchéri un chef d'équipe, Dimitri Perricos.

Le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a estimé que la guerre était « évitable » si le président Saddam Hussein « honore ses engagements pris devant les Nations unies et coopère pleinement avec les inspecteurs », dans un entretien au quotidien *Le Monde*. Mais s'il « défie les inspecteurs et les Nations unies », a-t-il prévenu, « le Conseil (de sécurité) prendra ses responsabilités ».

Annan a néanmoins mis en garde les États-Unis contre une attaque de l'Irak sous le moindre prétexte. « Je constate qu'on risque d'utiliser des événements que d'autres pays estiment peu ou pas assez importants pour déclarer une guerre », a-t-il dit.

Les inspecteurs estiment qu'il leur faut au moins un an pour déterminer de quels types d'armements dispose encore l'Irak et procéder à leur destruction.

Moscou a souligné que la reprise des inspections devrait conduire à terme à une levée des sanctions de l'ONU contre Bagdad. Les entreprises russes ont posé des jalons pour être en première ligne dès la levée des sanctions et l'Irak s'est engagé à leur donner la priorité.

Lundi, l'unanimité du Conseil de sécurité a volé en éclats à propos du renouvellement du programme « pétrole contre nourriture », prolongé de seulement neuf jours au lieu des 180 attendus. Ce programme est destiné à limiter l'impact des sanctions de l'ONU sur la population civile irakienne.

Les États-Unis ont une fois encore resserré l'étau sur Bagdad au Conseil en insistant pour inclure plusieurs nouveaux produits sur la liste des articles dont l'importation en Irak est interdite.

Tous les pneus Michelin^{MD} et Bridgestone sont en solde
sauf les pneus sur commande spéciale

Soldé, à partir de **96⁷⁹** ch. P175/70R13
PAS DE PLUS BAS PRIX CETTE SAISON!
PNEUS MICHELIN 'AGILITY'

Série n° 79000.

☎ COMMANDEZ: R2884 NE121A1 A 1

Soldé, à partir de **68⁹⁹** ch. P155/80R13.
PNEUS D'HIVER BLIZZAK WS-50
Série n° 20000. Autres formats,
soldé **88,99-174,99** chacun

☎ COMMANDEZ: R2884 NE121A1 D 1



rabais 25%
PNEUS MICHELIN XC LT4 POUR CAMIONNETTES
ET VÉHICULES UTILITAIRES SPORT

Soldé, à partir de **127,49** ch. P215/75R15.
Garantie de 80 000-100 000 km contre
l'usure*, suivant le format. Série n° 45000.
Autres formats, soldé **131,24-194,99** chacun.

☎ COMMANDEZ: R2884 NE121A1 C 1



PNEUS MICHELIN 'AGILITY'	
GARANTIE DE 130 000 KM CONTRE L'USURE*	
Dimensions	Soldé, ch.
P185/75R14	102,95
P195/75R14	107,35
P185/70R14	107,35
P195/70R14	109,99
P205/70R15	118,79
P215/70R15	121,43
P185/65R14	112,63
P195/65R15	117,03
P205/65R15	121,43
P225/60R16	139,03
Autres formats aussi en solde	

*Détails complets chez Sears

service auto  **SEARS**SM

PRIX EN VIGUEUR JUSQU'AU SAMEDI 30 NOVEMBRE 2002, DANS LA LIMITE DES STOCKS

NOS SERVICES • PARALLÉLISME • FREINS • SYSTÈME DE REFROIDISSEMENT • GRAISSAGE • HUILE ET FILTRE
• MISE AU POINT • ET BIEN PLUS!

CENTRE DE L'AUTO

ANJOU*
BROSSARD*
LASALLE*

TÉLÉPHONE

514-353-7770
450-465-1000
514-364-7310

CENTRE DE L'AUTO

LAVAL*
ST-BRUNO
ST-LAURENT*

TÉLÉPHONE

450-682-1200
450-441-6603
514-335-7770

* COMPOSEZ LE POSTE 228



Recherchez ce symbole et appelez, sans frais, le 1-888-607-3277

Tous les articles accompagnés de ce symbole peuvent être achetés à votre magasin Sears ou commandés, sans frais, au numéro ci-dessus. Dans ce dernier cas, vous pouvez venir chercher l'article à n'importe quel magasin Sears ou nous pouvons le livrer à domicile à peu de frais.

SEARSSM

© 2002, Sears Canada Inc.

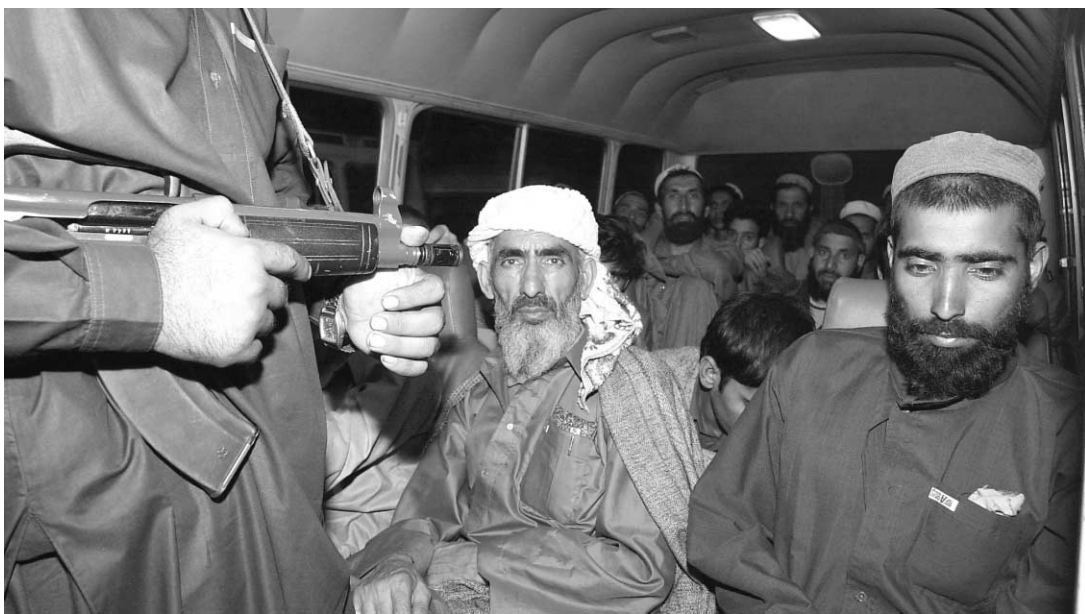


Photo AFP

Libérés des geôles afghanes

L'Afghanistan a libéré hier 87 prisonniers pakistanais accusés d'avoir combattu dans les rangs des talibans, dans un geste de « bon voisinage » destiné à apaiser les tensions entre les deux pays. Il s'agit du groupe le plus important de prisonniers pakistanais libéré à ce jour. Le Pakistan estime qu'environ 2000 de ses ressortissants ont été arrêtés sous cette accusation, dont environ la moitié sont toujours détenus en Afghanistan.

| **TERRORISME** |

Mise en garde de Washington à Riyad

WASHINGTON — La Maison-Blanche a fait monter hier la pression sur l'Arabie Saoudite. Réagissant à des fuites dans le *Washington Post*, le porte-parole de la présidence, Ari Fleischer, a affirmé que Riyad « peut faire plus » pour combattre les réseaux terroristes et leurs ramifications financières.

Il n'a toutefois pas confirmé les affirmations du journal selon lesquelles un plan, conçu par une équipe de responsables américains réunie sous la houlette du Conseil national de sécurité (NSC) depuis

septembre, donnerait à Riyad 90 jours pour mettre les suspects hors d'état de nuire, faute de quoi Washington prendrait des mesures unilatérales de rétorsion.

Le porte-parole de la présidence américaine a confirmé qu'un « groupe de travail » se penchait sur les moyens d'améliorer la capacité des Saoudiens à lutter contre le terrorisme. Cette mise en garde de Washington à Riyad survient alors que les accusations de la presse américaine visant les autorités saoudiennes se multiplient. — d'après AFP

Salariée ?

Autonome ?

Associée ?

J'le sais pas.



Jusqu'au 1^{er} décembre 2002
Venez nous rencontrer à notre stand
Carrefour l'Industrielle-Alliance
977, rue Sainte-Catherine Ouest
(voisin de l'entrée du magasin Simons, niveau métro)
Lundi au vendredi, de 10 h 30 à 16 h 30
Samedi et dimanche, de 13 h à 16 h 30

Mais je sais combien d'argent j'aurai.

OBLIGATIONS À TAUX PROGRESSIF

ANNÉES	1 ^{re}	2 ^e	3 ^e	4 ^e	5 ^e	6 ^e	7 ^e	8 ^e	9 ^e	10 ^e
TAUX	2,50 %	3,00 %	4,00 %	4,85 %	6,00 %	6,05 %	6,10 %	6,20 %	6,25 %	7,00 %

Taux avantageux garantis pour 10 ans.
Remboursables sans pénalité, chaque année, à leur date anniversaire.
Plus on les garde longtemps, plus c'est payant.

Achat à partir de
100 \$

Croissance
Flexibilité
Sécurité
Boni de 1%
la première année pour les nouveaux fonds REER

Du lundi au vendredi, de 8 h à 20 h, et les samedis de novembre, de 10 h à 16 h.

www.placementsqc.gouv.qc.ca

COMPOSEZ LE

1 8 0 0 4 6 3 - 5 2 2 9

Placements

Québec



3093160

3093166A

Israël déclare Bethléem « zone militaire fermée »

Les incursions de l'armée israélienne risquent d'entraîner le report des élections palestiniennes

d'après AFP et AP

BETHLÉEM — Deux chefs locaux de groupes armés palestiniens ont été tués hier soir à Jénine par un tir de missile des Israéliens, qui ont par ailleurs déclaré la région autonome de Bethléem « zone militaire fermée » jusqu'au 30 décembre.

Alaa Sabagh, 25 ans, chef pour Jénine des Brigades des martyrs d'Al-Aqsa, groupe armé lié au Fatah de Yasser Arafat, et Imad Natcharti, 23 ans, chef local de la branche armée du mouvement islamiste radical Hamas, les Brigades Ezzeddine al-Qassam, étaient réunis dans le bâtiment touché, selon des sources palestiniennes.

Deux hélicoptères Apache et un

avion de combat F-16 survolaient le camp au moment du tir, selon ces sources qui n'ont pu en préciser l'origine.

Auparavant, une vingtaine de chars et de jeeps israéliens avaient pénétré dans le camp par trois endroits et s'étaient dirigés vers le secteur où se trouve le bâtiment touché, selon des sources de sécurité et des témoins.

Ces décès portent à 2718 le nombre de personnes tuées depuis le début de l'Intifada, le 28 septembre 2000, dont 1996 côté palestinien et 672 côté israélien.

Le 22 juillet, un F-16 israélien avait lâché une bombe d'une tonne sur un quartier populaire de Gaza, tuant le chef militaire du Hamas

Salah Chéhadé et 16 autres personnes, dont neuf enfants.

La zone autonome de Bethléem est réoccupée depuis le 22 novembre. Depuis lundi soir, l'armée israélienne a arrêté plusieurs dizaines de Palestiniens soupçonnés d'implication dans des attaques anti-israéliennes.

Quarante-cinq d'entre eux ont été arrêtés dans le camp de réfugiés de Dheisheh, dans la région autonome de Bethléem, selon l'antenne locale du Club des prisonniers palestiniens. L'un des détenus, est la principale figure du Mouvement de la résistance islamique (Hamas), pour la région de Bethléem, cheikh Abdel Majid Ata, selon cette association d'aide aux détenus proches du Fatah.

L'armée a signalé pour sa part une quarantaine d'arrestations dont une dizaine dans le camp de Dheisheh. Elle a annoncé, notamment, la capture d'un responsable militaire du Fatah, Mansour Chreim, accusé d'avoir organisé un attentat à Hadéra le 17 janvier, qui avait fait six morts, outre son auteur. Le kamikaze palestinien qui a tué, le 21 novembre, 11 passagers d'un bus à Jérusalem-ouest habitait dans la zone de Bethléem.

Les incursions de l'armée israélienne risquent d'entraîner le report des élections palestiniennes normalement prévues pour le 20 janvier prochain, selon des responsables palestiniens et des diplomates étrangers qui jugeaient hier la

tenue du scrutin de plus en plus improbable.

La commission électorale palestinienne n'a en effet même pas entamé les préparatifs du vote, qui devraient prendre quatre ou cinq mois, selon un diplomate européen.

L'Autorité palestinienne se garde toutefois pour le moment d'annoncer un report des élections, réclamées par les États-Unis et Israël qui les jugent indispensables à l'engagement de réformes. Les responsables palestiniens estiment manifestement qu'il vaut mieux maintenir la date du scrutin le plus longtemps possible pour que l'État hébreu soit soumis à une plus forte pression pour se retirer des territoires.

Premières négociations avec les paramilitaires en Colombie

d'après AFP

BOGOTA — Pour la première fois en Colombie, le pouvoir a engagé des négociations avec les paramilitaires d'extrême droite pour un processus de paix, avec pour contrepartie le risque d'un blocage de tout dialogue avec la guérilla d'extrême gauche.

L'existence de contacts récents entre le haut commissaire colombien à la paix, Luis Carlos Restrepo, et les Autodéfenses unies de Colombie (AUC, extrême droite) a été confirmée par le président Al-

varo Uribe (droite) à Bogota.

Ces rencontres visent à lancer « un processus de paix éventuel avec ces groupes illégaux d'autodéfense, à partir de leur engagement de ne plus assassiner un seul Colombien », a déclaré le chef de l'État.

Les contacts entre le haut commissaire à la paix, les deux chefs des AUC, Carlos Castano et Salvatore Mancuso, ainsi que cinq évêques colombiens, avaient été révélés dimanche par l'hebdomadaire *Semana* (indépendant).

Le maintien de telles réunions

avait été d'abord confirmé par le ministre de l'Intérieur, Fernando Londono, puis par le cardinal Pedro Rubiano, président de la Conférence épiscopale de Colombie.

Cette première, considérée comme positive dans les milieux politiques, y compris à gauche, constitue un pari périlleux dans la mesure où la principale guérilla, celle des FARC, a toujours mis comme condition à un dialogue avec le pouvoir l'absence de contacts avec les paramilitaires, leur ennemi mortel.

La guerre civile oppose l'armée,

les rebelles des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC, marxistes, 17 000 hommes) et de l'Armée de libération nationale (ELN, extrême gauche, 4500 hommes), ainsi que les AUC (10 500 hommes), avec un bilan de plus de 200 000 morts depuis 1964.

Décidé à mettre fin à ce sanglant conflit armé, Uribe, en fonction depuis le 7 août, a jusqu'ici donné la priorité au combat tous azimuts contre les groupes illégaux et décrété l'état d'exception, le 12 août, mais sans rejeter des négociations, sous l'égide de l'ONU, avec pour

conditions premières un cessez-le-feu et la fin des enlèvements.

Depuis la rupture des pourparlers de paix avec les FARC le 20 février dernier par l'ex-président Andrés Pastrana, après trois ans d'un dialogue stérile, le seul espoir s'est limité à un projet d'échange humanitaire de prisonniers entre le pouvoir et cette guérilla.

Quelque 800 civils, 23 politiques et 47 officiers de l'armée sont séquestrés par les FARC dans le pays, certains depuis cinq ans. Trois cents rebelles y purgent des peines de prison.

L'inspiration du visionnement



43FWX20B

TÉLÉVISEUR À PROJECTION DE 43 PO

Le téléviseur à projection HDTV à grand écran de 43 po est muni du nouveau VirtualHD, de la correction du pas d'image 3,2 qui optimise la source d'image et de l'interpolation d'adaption de mouvement en 26 points qui optimise les sources vidéo.

- Tubes à image à haute luminosité
- Nouvelle convergence numérique et automatique Magic Focus à 8 capteurs
- Six modes de remplissage d'écran
- Nouveau VirtualHD avec interpolation adaptée au mouvement en 26 points

2 999,99 \$



†À l'achat d'un téléviseur à projection Hitachi 43FWX20B. L'offre prend fin le 31 janvier 2003.

HITACHI Inspirer l'avenir

1 • 800 • HITACHI

www.hitachi.ca

BRAULT ET MARTINEAU • AUDIOTRONIC
DUMOULIN ELECTRONIQUE • STEREO PLUS
CENTRE HI FI • MEUBLES DOMON



RÊVER

UNE ESCAPE DE QUELQUES JOURS.
LA MAGIE D'UNE VIE.

ESCAPE DE SKI À TREMBLANT

3 JOURS DE SKI
POUR LE PRIX DE 2

À PARTIR DE
185 \$*

ÉVADEZ-VOUS VERS LE LUXE, LE CONFORT ET L'ÉLÉGANCE
POUR LE PLAISIR DE TOUS VOS SENS. VIVEZ TROIS
JOURS DE SKI À TREMBLANT POUR LE PRIX DE DEUX !

SEMAINE DE SKI INOUBLIABLE

6 JOURS DE SKI
POUR LE PRIX DE 4

À PARTIR DE
499 \$**

TREMBLANT VOUS PROPOSE 610 ACRES DE TERRAIN
SKIABLE, AINSI QU'UN GRAND CHOIX D'HÉBERGEMENT
À DES PRIX QUI VOUS FERONT SOURIRE.

GRATUIT POUR LES ENFANTS !
VOS ENFANTS DE 6 À 12 ANS SONT
GRATUITEMENT !

Renseignez-vous auprès de notre représentant
ou consultez notre site web pour plus d'information.
Certaines conditions s'appliquent.

***** LE WESTIN RESORT
1 866 681-8898
www.LesSuitesTremblant.com

Le Westin Resort offre des
installations d'hébergement
distinguées et de bon
goût, aménagées pour
vous dorloter comme nul
part ailleurs.

ESCAPE
272 \$*

SEMAINE
807 \$**



***** LA TOUR DES VOYAGEURS
1 866 505-2255
www.LesSuitesTremblant.com

Chaque détail est planifié
pour que le temps s'arrête
et que vous puissiez relaxer
et profiter pleinement
des précieux moments de
la vie en famille.

ESCAPE
186 \$*

SEMAINE
554 \$**



***** TREMBLANT SUNSTAR
1 888 530-4747
www.tremblantsunstar.com

Relaxez dans une résidence
en montagne au pied des
pentes offrant grand salon
et charmant foyer de pierre.
Le luxe à prix abordable
pour la famille et les amis.

ESCAPE
185 \$*

SEMAINE
499 \$**



* Tarif par personne, par forfait, en occ. double (occ. quad pour Tremblant Sunstar), dans une chambre d'hôtel, incluant 3 jours de ski consécutifs et 2 nuits d'hébergement. En vigueur de l'ouverture au 20 déc. 2002. Sujet à disponibilité et à changement sans préavis. Tarifs en dollars canadiens. Certaines conditions s'appliquent. Redevance et taxes en sus. Cette offre ne peut être combinée à aucune autre promotion et peut prendre fin sans préavis.

** Tarif par personne, par forfait, en occ. double (occ. quad pour Tremblant Sunstar), dans une chambre d'hôtel, incluant 6 jours consécutifs de ski et 5 nuits d'hébergement. Arrivée le dimanche seulement. En vigueur du 5 jan. au 7 fév. 2003. Sujet à disponibilité et à changement sans préavis. Tarifs en dollars canadiens. Certaines conditions s'appliquent. Redevance et taxes en sus. Cette offre ne peut être combinée à aucune autre promotion et peut prendre fin sans préavis.

CENTRALE DE RÉSERVATIONS TREMBLANT 1 888 563-1020
RÉSERVEZ EN LIGNE WWW.TREMBLANT.COM



L'armée russe rétablit l'emblème de l'étoile rouge à cinq branches

d'après AFP et AP

MOSCOU — L'armée russe a demandé et obtenu hier le rétablissement de l'étoile rouge à cinq branches, l'emblème des forces armées soviétiques disparu de son drapeau après la chute de l'URSS.

La demande a été présentée par le ministre de la Défense, Sergueï Ivanov, au président Vladimir Poutine, qui l'a immédiatement soutenue, au cours d'une réunion avec les cadres de l'armée réunis au Kremlin.

Il faudra un vote du Parlement pour officialiser le retour de l'étoile en modifiant la loi sur l'emblème des forces armées. Poutine a exprimé l'espoir que les présidents des deux Chambres, présents à la réunion, soutiendraient cette initiative.

Déclarant s'exprimer au nom des soldats et des anciens combattants, Ivanov a affirmé notamment que « l'étoile est sacrée pour les soldats ». « Nos pères et nos grands-pères ont combattu sous l'étoile. Et nous avons toujours des étoiles sur nos épaulettes », a-t-il également déclaré.

Les drapeaux des unités de l'armée soviétique portaient une étoile rouge bordée de jaune et parmi les décorations décernées pendant la Deuxième Guerre mondiale, celle de l'étoile rouge a été la plus largement attribuée aux hommes comme

aux unités. Le quotidien du ministère russe de la Défense a conservé quant à lui le nom de *Krasnaïa Zvezda*, l'Étoile rouge.

La présidente de l'Union des comités de mères de soldats, Valentina Melnikova, qui regroupe des associations de parents de conscrits, a critiqué la décision de Sergueï Ivanov. « Le ministre de la Défense a été nommé pour mener une réforme de l'armée, pas pour restaurer le symbole mort d'un État mort », a-t-elle déclaré sur la radio Écho de Moscou.

L'année dernière, Poutine avait rétabli l'ancien hymne de l'URSS, dont les nouvelles paroles ont été écrites par un ancien poète officiel de l'Union soviétique.

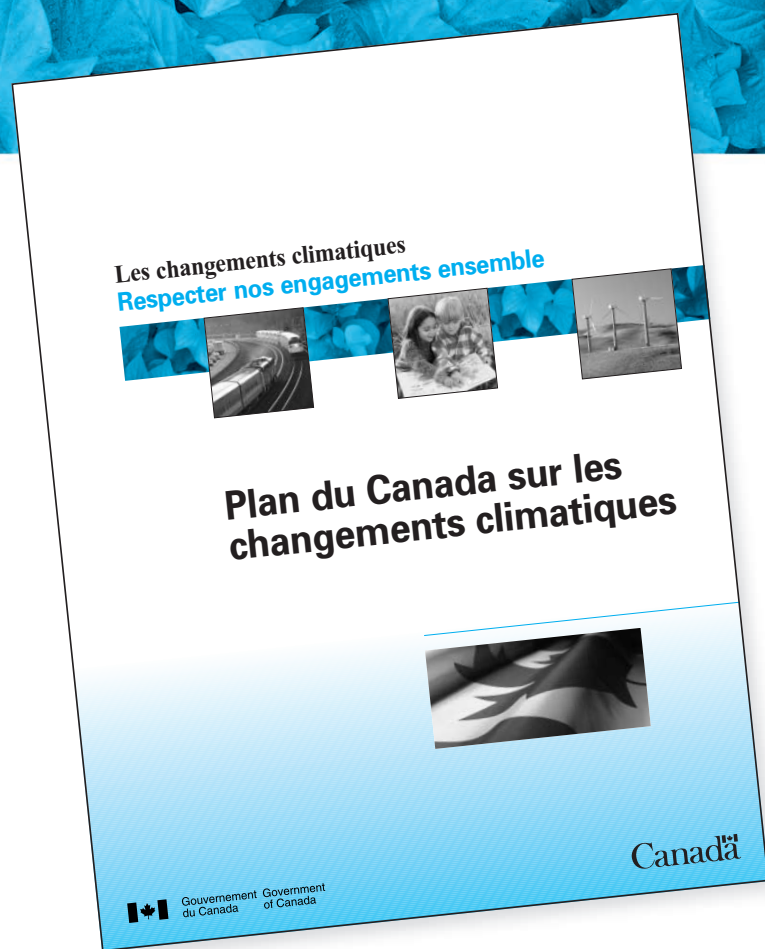
La renaissance de l'étoile rouge devrait être populaire chez les conservateurs de l'armée et apparaît comme une tentative du Kremlin de s'attirer une plus grande loyauté des militaires. Mais certains critiquent cette proposition qu'ils considèrent comme un puissant signal adressé au reste du pays.

« C'est très grave parce cela non seulement ravive la nostalgie des personnes âgées, mais affecte aussi les jeunes qui ne comprennent pas les idéologies communiste ou fasciste, mais sont impatients de s'emparer de leurs symboles », a estimé Sergueï Grigoryants, dissident de l'ère soviétique et critique farouche du gouvernement actuel.

Agir contre les changements climatiques

Ensemble, on peut y arriver.

Plan du Canada sur les changements climatiques



- Nous devons prendre les changements climatiques au sérieux. Nous devons agir dès maintenant.
- Tous les paliers de gouvernement, l'industrie et la population peuvent faire leur part pour réduire les émissions de gaz à effet de serre.
- Le Plan est équilibré et conçu pour assurer l'atteinte de nos objectifs économiques et environnementaux sans qu'aucune région ne porte un fardeau indu.
- Agir contre les changements climatiques signifie également une meilleure qualité de l'air ainsi que des retombées avantageuses pour l'environnement, la santé et la société.



Le *Plan du Canada sur les changements climatiques* s'appuie sur de nombreuses années de consultations auprès des provinces, des territoires, de l'industrie, des groupes environnementaux et de la population canadienne. Ce plan de conception canadienne établit un programme d'action pour tous les Canadiens.

Pour obtenir votre exemplaire du Plan, composez le **1 800 O-Canada** (1 800 622-6232), ATME 1 800 465-7735, ou visitez le site **canada.gc.ca** pour nous dire ce que vous en pensez.



Gouvernement
du Canada

Government
of Canada

Canada

Foire d'empoigne en Haïti: appel au calme de l'OEA

JOONEED KHAN

PRIS DE COURT par une montée de la contestation populaire dans les grandes villes d'Haïti, les partisans du pouvoir Lavalas se resaisissent, plongeant le pays dans un bras de fer qui relègue à l'arrière plan le vieux enjeu électoral. Cela a amené hier l'OEA (Organisation des États américains) à qualifier de « critique » la situation, et à lancer un appel au calme.

La Mission spéciale de l'OEA en Haïti, dans un communiqué, presse les responsables politiques — gouvernement et opposition — et les meneurs de la société civile de « s'assurer que leurs rivalités » n'engendrent pas « violence ou intimidation », et elle appelle à éviter les provocations.

Des milliers de personnes ont manifesté contre et pour le président Jean Bertrand Aristide ces derniers jours, faisant au moins 20 blessés par balle.

La Confédération internationale des syndicats libres (CISL) a demandé entre-temps la libération de deux syndicalistes et exigé du président Aristide qu'il garantisse l'intégrité physique de tous les syndicalistes menacés par des groupes paramilitaires.

Dans une lettre à Aristide, la CISL « s'inquiète de la grave détérioration des droits humains en Haïti et dénonce notamment le harcèlement et les détentions prolongées dont sont victimes les syndicalistes du secteur de l'éducation ».

Elle veut la libération de deux membres du Syndicat des ouvriers de Guacimal Saint-Raphaël (SOGS), Jérémie Dorvil et Urbain Garçon, incarcérés sans aucune accusation contre eux.

Un autre militant syndical, Josué Mériilien, de l'Union nationale des Normaliens d'Haïti (UNNOH), qui dénonce la dérive autoritaire du gouvernement, a été harcelé par les autorités judiciaires, qui ont tenté de le faire accuser de trafic de drogue, après avoir placé des stupéfiants dans son véhicule, affirme la CISL.

Selon *Haïti-Webdo*, hebdomadaire électronique de Port-au-Prince, la nouvelle semaine « a débuté dans la même logique » que celle qui vient de s'achever : la contestation ayant éclaté au grand jour, le pouvoir utilise des véhicules publics pour mobiliser ses gens, fermer de vastes quartiers de Port-au-Prince, du Cap Haïtien, des Gonaïves et de Petit Goâve, et de manière générale, pour donner

la réplique aux dizaines de milliers de jeunes, de femmes et de travailleurs qui ont réclamé la semaine dernière la démission du président Jean Bertrand Aristide.

« Un groupe d'écrivains dont Lionel Trouillot, Frankétienne et Georges Castéra a élevé la voix contre la terreur, et exprimé sa solidarité aux victimes de violence, notamment les élèves et les étudiants », écrit *Haïti-Webdo* reçu à *La Presse* hier par courriel. « Les intellectuels ont appelé au respect des règles du jeu démocratique et à l'établissement d'un climat sécuritaire en vue de la réalisation des élections », poursuit-il.

Mais un dossier préparé par Vario Sérant pour l'hebdo-web affirme que « la mobilisation anti-Aristide et les contre-manifestations Lavalas ont relégué au second plan le dossier des élections prévues en 2003 ». « L'opposition a décidé de boudier » le Conseil électoral qui doit organiser le scrutin, et « privilège désormais la lutte pour le départ d'Aristide du pouvoir », dit-il.

« C'est pour la première fois depuis les élections contestées de l'an 2000 que le régime Lavalas affronte un mouvement de désapprobation aussi intense », dit le dossier. Partant de la manif de 5000 étudiants et pro-

fesseurs de l'Université d'État à Port-au-Prince le 15 novembre, il évoque « la marée humaine qui a scandé *À bas Aristide* au Cap le 17 », les représailles Lavalas le lendemain, la manif de milliers de lycéens et collégiens à Petit Goâve le 20, et la police tirant dans le tas faisant 15 blessés.

Selon ce dossier, « les élèves des Gonaïves prenaient le relais » le 21, pourchassés par les bandits de « l'Armée cannibale », dont le fugitif Amiot Métayer, dit Cubain.

« Les indicateurs économiques sont au rouge », selon le dossier. Le quotidien *Le Nouvelliste* publie une étude du Groupe Croissance, firme de consultants, parlant « d'industries locales en faillite, de commerces et d'agriculture en ruine, de fuite de capitaux locaux, et de mise à l'écart du pays par le reste du monde ».

« De l'avis de certains dirigeants de l'opposition, dont René Théodore du MRN et Evans Paul du KID, les événements à Port-au-Prince ont un parfum de fin de règne », rapporte le dossier de *Haïti-Webdo*. « Un slogan créole lancé par les étudiants a fait fortune : *Aristide tombé, sé kwoké li kwoké* », c'est à dire : « Aristide s'est déjà détaché comme un fruit mûr, mais il s'est accroché à un petit obstacle. »



EXPRESS INTERNATIONAL

États-Unis | Erreurs sur les visas

DES VISAS d'entrée aux États-Unis ont été octroyés cette année à 105 personnes qui n'auraient jamais dû les obtenir car figurant sur une liste d'individus suspectés d'être des terroristes, a-t-on indiqué hier de sources proches du General Accounting Office, organisme de contrôle des finances rattaché au Congrès. Ces visas ont été ensuite annulés mais il est possible que certaines de ces personnes, tous des hommes, aient eu le temps d'entrer sur le territoire américain. Ces visas ont été octroyés avant l'entrée en fonction, en avril 2002, du Foreign Terrorist Tracking Task Force, créée en octobre 2001. — *d'après AFP*

Argentine | Manif de « piqueteros »

Quelque 10 000 chômeurs et pauvres participaient à une marche contre la faim et pour la justice hier à Buenos Aires, dans un face-à-face tendu avec les forces de l'ordre, qui les empêchaient de gagner la Place de Mai, où devait s'achever la manifestation. Lancée à l'initiative des organisations de « piqueteros » — dont le nom vient des « piquetes » ou barrages qu'ils installent sur les routes — la marche visait à protester contre la faim en Argentine et à réclamer justice pour deux jeunes manifestants tués par la police lors d'un rassemblement similaire, le 26 juin à Buenos Aires. — *d'après AFP*

Mexique | Femmes assassinées

QUATRE FEMMES ont été assassinées en quatre jours dans le secteur de Ciudad Juarez, ville du désert du nord du Mexique, portant à plus de 300 le nombre de femmes tuées en neuf ans à cet endroit sans que les coupables n'aient jamais été retrouvés, à quelques exceptions près. Ciudad Juarez est une ville plate et poussiéreuse d'un million d'habitants où travaillent jour et nuit, par roulement, quelque 200 000 ouvrières dans des usines d'assemblage de produits manufacturés. — *d'après AFP*

Corne | Érythréens libérés

L'ÉTHIOPIE a annoncé qu'elle avait libéré hier tous les prisonniers de guerre érythréens qu'elle détenait encore, soit 1568 militaires. Ils constituaient le dernier contingent des quelque 2600 prisonniers de guerre érythréens recensés en Éthiopie par le Comité international de la Croix-Rouge. Le gouvernement d'Addis Abeba assure ainsi s'être plié à ses obligations en la matière, nées de l'accord de paix signé le 12 décembre 2000 à Alger pour mettre fin à une guerre de plus de deux ans contre son voisin et ancienne province. — *d'après AFP*

Chili | Immunité levée

LA JUSTICE chilienne a ordonné hier la levée de l'immunité parlementaire de cinq députés de la coalition gouvernementale de centre gauche, soupçonnés d'être liés à un scandale de corruption. Carlos Filippi, un homme d'affaires de Rancagua, située à 80 km au sud de Santiago, a assuré avoir versé des pots-de-vin à l'ancien sous-secrétaire au Ministère des Transports, Patricio Tombolini, en septembre 2000, six mois après l'arrivée au pouvoir du président Lagos. — *d'après AFP*

Côte d'Ivoire | Ministres retirés

LE PRÉSIDENT du principal parti d'opposition ivoirien, le Rassemblement des républicains, Alassane Dramane Ouattara, a décidé de retirer les quatre ministres de sa formation du gouvernement dominé par le Front populaire ivoirien du président Laurent Gbagbo. Depuis le début des troubles le 19 septembre, Ouattara est réfugié à la résidence de l'ambassadeur de France en Côte d'Ivoire. — *d'après AFP*

Irlande du Nord | Trafic d'armes

SIX PERSONNES ont été arrêtées hier dans les milieux catholiques républicains de Belfast et sur la côte nord d'Antrim, soupçonnées de participation à un trafic d'armes lié à l'IRA. Cette affaire est liée à l'emprisonnement de quatre militants républicains, en l'an 2000 en Floride. Ils avaient été reconnus coupables d'avoir acheté des armes de poing aux États-Unis et de les avoir envoyées au Royaume-Uni et en Irlande par la poste. — *d'après AFP*

MAGASINEZ OÙ LES ÉCONOMIES SONT GARANTIES !

À L'ACHAT DE CET ORDINATEUR PORTATIF, OBTENEZ UNE IMPRIMANTE 3820V HP (489496) APRÈS LES RABAIS
Code du bon : 523170000000000

Featuring...
AMD PowerNow!
COMPAQ

ORDINATEUR PORTATIF PRESARIO 910CA

- Processeur AMD Athlon XP 1500+ (1,33 GHz) avec la technologie PowerNow!
- Mémoire vive 256 Mo
- Disque dur 30 Go
- Lecteur combiné CD-RW/DVD
- Écran TFT de 14,1 po
- Windows XP^{MC} édition familiale

497558/497559



1799⁸⁵

AMD
Athlon
XP

PC ET MONITEUR DE 17 po COMPRIS

PROTEVA AMD XP1700+

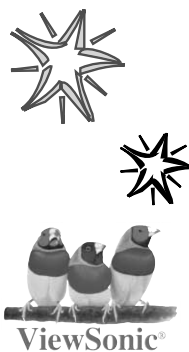
- AMD Athlon XP1700+
- Fonctionne à 1,47 GHz avec l'architecture QuantiSpeed
- Moniteur de 17 po
- Disque dur 40 Go
- CD-RW 48X 12X 48X
- Garantie sur place de 1 an*
- Monté et expédié dans 7 jours ouvrables*
- Mémoire vive DDR 128 Mo
- Carte réseau 10/100
- 2 ports avant USB

499427

*Détails en magasin.

999\$

ECONOMISEZ 75 \$



ViewSonic
See the difference.

MONITEUR CATHODIQUE PLAT A90F+ 19 po

- Espacement des points de 0,21 mm à l'horizontale
- Nouveau modèle à deux tons

498393

Prix après rabais

399⁹⁵

Notre prix 474,95 \$ Rabais postal - 75 \$

Valable jusqu'au 3 décembre 2002 ou jusqu'à épuisement des stocks. Les articles ne sont pas tous disponibles par livraison ou par commande en ligne.

Pour le magasin **BUREAU EN GROS** le plus près et les heures d'ouverture, composez le :
1-800-668-6888

3689854A

LEXMARK
CARTOUCHE D'ENCRE NOIRE 10N0016
461583

LEXMARK
TOUT-EN-UN COULEUR X75

- Imprimante, copieur et scanner
- Jusqu'à 2400 x 1200 ppp
- Imprime 11 pages/min en noir, 6 pages/min en couleurs
- Numérisation couleur de 48 bits

494858



ECONOMISEZ 50 \$

Prix après rabais

149⁹⁶

Notre prix 199,96 \$ Rabais postal -50 \$

ECONOMISEZ 40 \$

Verbatim[®]

CONTENANT CYLINDRIQUE CD-R 24X, PAQ. 100

- 80 minutes

479609



Prix après rabais

47⁹⁶

Notre prix 87,96 \$ Rabais postal -30 \$ Rabais instantané -10 \$



Envision[®]
see more...

MONITEUR 775E À ÉCRAN PLAT DE 17 po

- Réglages numériques à l'écran
- Résolution maximale de 1280 x 1024

486008

Prix après rabais

179\$

Notre prix 279 \$ Rabais postal -100 \$

BUREAU EN GROS
Articles de bureau • Bas prix d'entrepôt

www.bureauengros.com



Besoin de suggestions pour
votre liste des fêtes ?

Consultez notre guide d'idées-cadeaux pour hommes et femmes dans le journal d'aujourd'hui.

L'ÉQUIPEUR

Forum

La Presse

ANDRÉ DESMARAIS > Président du conseil d'administration
GUY CREVIER > Président et éditeur
MARCEL DESJARDINS > Vice-président et éditeur adjoint
PHILIPPE CANTIN > Directeur de l'information ANDRÉ PRATTE > Éditorialiste en chef

Le grand remous



LOUISE LEDUC

louise.leduc@lapresse.ca

Réclamée par les militants écologistes depuis 1997, initialement promise pour l'hiver 2001, la politique de l'eau a finalement été dévoilée hier par le ministre responsable du dossier, André Boisclair. Ambitieuse sur papier et dans ses grands principes, la politique le restera-t-elle à l'heure de sa mise en application ? Saura-t-elle survivre aux remous de changements de gouvernement et de remaniements ministériels ?

Chose certaine, sa nécessité ne fait aucun doute. La présence de nitrates dans les eaux souterraines de Bellechasse, les niveaux de pollution de rivières comme la Chaudière ou la Yamaska, les piètres niveaux d'eau de la rivière Châteauguay ou du fleuve Saint-Laurent à certaines périodes de l'année parlent d'eux-mêmes.

La politique de l'eau, selon André Boisclair, est rien de moins qu'une révolution, que la fin de la gouvernance classique de l'eau. Révolue, la distribution sous forme de permis de « droits de polluer ». Il faut désormais agir plutôt que réagir : rendre les subventions aux agriculteurs conditionnelles à de saines pratiques (selon le principe de l'écoconditionnalité), ne distribuer de permis qu'aux entreprises prouvant leur capacité technologique à être « vertes »...et bleues.

Voici venue l'ère de la décentralisation, de la gestion sectorielle, entreprise par entreprise, municipalité par municipalité, bassin par bassin, dit le ministre Boisclair. Seront officialisés, donc, les organismes de gestion de bassin, qui se veulent des lieux de conciliation entre les ambitions des agriculteurs, des industries, des élus municipaux, des citoyens et des militants écologistes dont les pratiques influent sur la qualité de l'eau, en aval comme en amont des rivières.

Les 33 organismes de bassin créés se partageront entre 10 et 15 millions, récoltés auprès des embouteilleurs d'eau tenus de payer des redevances dès 2003.

Tels sont les grands axes de cette politique qui va dans le sens des recommandations de la commis-

sion Beauchamp de 2000, dont elle retient notamment le louable principe d'écoconditionnalité et la pertinence de la gestion par bassin versant.

La politique de l'eau pose cependant pour l'heure plus de questions qu'elle n'offre de réponses. Quel poids auront les nouvelles instances locales ? Veut-on vraiment, à terme, donner des dents aux organismes de gestion de bassin, leur donner (dans cinq, 10, 15 ans ?), comme le préconisent les fonctionnaires de l'environnement, de réels pouvoirs, dont celui de taxation ? Auraient-ils le pouvoir de stopper un projet de barrage privé sur une rivière ? Espère-t-on vraiment qu'il suffira de réunir autour d'un même café (équitable !) agriculteurs, industriels, élus municipaux et citoyens pour que leurs intérêts se trouvent tous soudainement réconciliés, même quand ça fait mal ? Déjà, on imagine mal les embouteilleurs applaudir à cette nouvelle politique, eux dont les torts sont si faibles comparativement aux pisciculteurs ou aux agriculteurs.

La politique de l'eau fait grand cas de la responsabilisation des entreprises. Quand il s'agit de mettre en place un régime de rede-

vances pour ceux qui utilisent ou polluent l'eau, le Ministère ne fixe cependant pas d'échéanciers clairs. Les embouteilleurs d'eau en 2003, mais les autres, ce sera pour quand ?

Le ministère a beau jurer avoir l'appui de tout le gouvernement — et d'Hydro-Québec —, il part de loin dans l'instauration d'une réelle culture du pollueur-payeur. L'industrie n'est pas habituée aux conditions, pas plus qu'aux punitions. À ce dernier chapitre, au cours de l'année financière 2001-2002, il suffira de rappeler que les 21 enquêteurs de l'Environnement n'ont pas distribué plus de 242 amendes, pour un maigre total de 1,3 million.

Un petit paragraphe de la section 3.4 de la politique de l'eau trahit bien combien les nobles intentions de cette politique de l'eau devront être négociées. Le gouvernement, est-il écrit, « tiendra compte de la capacité financière des secteurs visés afin de préserver leur compétitivité, notamment en modulant le taux de redevance ».

Reste à espérer que ce ne sera pas là le premier d'une trop longue série de bémols.

OPINION

« Et si la prévention ne donnait plus rien ? »

NICOLAS BELLEROSE
L'auteur habite Fleurimont.

JE VOUDRAIS apporter un commentaire relativement aux diverses campagnes de prévention de la SAAQ à propos de la vitesse au volant chez les jeunes. Mais ça pourrait tout aussi bien s'appliquer à l'alcool au volant, au jeu compulsif ou à toute autre campagne de prévention orchestrée par le gouvernement. Je ne suis d'aucune façon contre toutes ces campagnes de prévention, mais voilà, à la suite du constat « d'échec » de la campagne de prévention qui revient année après année sur la vitesse au volant chez les jeunes, j'en suis venu à me demander si la prévention ne donnait rien, ou plutôt si la prévention ne donnait PLUS rien. Il est illusoire et utopique de penser à ramener le nombre de morts de jeunes sur les routes du Québec à zéro. Et comme depuis quelques années, le nombre de morts chez les jeunes conducteurs ne semble pas vouloir diminuer malgré les campagnes de prévention tout aussi percutantes et innovatrices les unes que les autres, il faudrait peut-être en venir à accepter socialement de perdre une certaine de jeunes sur les routes. Loin de moi l'idée de vouloir banaliser la perte de jeunes vies, mais il vient un temps où l'acharnement ne donne plus rien. Je ferais un lien avec les conducteurs ivres qui se font prendre pour la 2^e ou 3^e fois. Peu importe les campagnes de prévention, rien n'empêchera ces individus d'aller prendre leurs petites bières et de retourner chez eux au volant de leur voiture.

Il est illusoire et utopique de penser à ramener le nombre de morts de jeunes sur les routes à zéro.

La suite, le complément des campagnes de prévention, la prévention sur le terrain par les corps policiers, devient également vital. Si je fais un retour en arrière, dans le milieu des années 1980, le port de la ceinture de sécurité faisait l'objet d'une campagne intensive de prévention. Résultats : moins d'accidents mortels, moins de blessés, proportion des conducteurs et passagers utilisant la ceinture supérieure à 95 %, mais pas 100 %. Est-ce que l'on fait encore de la prévention sur le port de la ceinture ? Non. Est-ce qu'on a conclu à un échec de la campagne ? Pas du tout, on la cite en exemple comme succès sur toute la ligne. (...)

brooke et Montréal toutes les fins de semaine pendant un an, et je peux compter la présence de policiers sur les doigts d'UNE main. Non, je ne voyageais pas à 3 h du matin. La SAAQ aura beau nous bombarder de messages chocs, si ceux-ci ne produisent aucun effet parmi les conducteurs, l'objectif ne sera jamais atteint. Donc, soit la SAAQ et les corps policiers se mettent ensemble pour apporter une suite aux campagnes de la SAAQ, soit on garde uniquement la campagne de prévention et l'on accepte le bilan que l'on a présentement.

GRAND MÉNAGE AU BUREAU DE LANDRY



Serge.Chapleau@lapresse.ca

Droits réservés

LA BOÎTE AUX LETTRES

Falardeau, du pour et du contre

Glorifier la médiocrité

Monsieur Pratte,

VOUS VENEZ de démontrer noir sur blanc que le Québec glorifie la médiocrité. Étant donné que Falardeau a réalisé un film sur les Patriotes, il devient un Grand Patriote... On oublie *Elvis Gratton*, hymne à la québainerie et à la vulgarité populiste. On passe sous silence ses charges insolentes contre tout ce qui ne pense pas comme lui. On l'encense pour son « parler québécois pure laine », une langue vernaculaire à l'esprit grégaire. Je vous félicite pour l'à-propos de votre éditorial et le courage dont vous faites preuve. Le « syndrome de Pinnocchio » aurait-il également frappé la Société Saint-Jean-Baptiste ?

ANDRÉ CÔTÉ
Philosophe

Un peu de respect

Monsieur Pratte,

J'APPRÉCIE votre éditorial, je suis d'accord avec vous. Les Québécois qui font le Québec n'ont pas grand-chose de commun avec les grandes gueules comme Falardeau qui dénaturent les faits pour montrer qu'ils ont raison. Comme vous l'écrivez, les insultes ne remplacent pas le respect pour faire avancer les idées.

PIERRE DECELLES

Un grand patriote

Monsieur Pratte,

OUI, M. Falardeau est un grand patriote du Québec, que cela vous plaise ou non. Qu'il s'attaque à l'égoïsme et au manque de vision des Québécois, ce que n'oseraient jamais faire les journalistes de *La Presse* ou encore les politiciens, ne fait qu'ajouter à son mérite.

Ne venez pas me parler de la santé, problème créé par les Picher, Pratte et Roy de ce monde, qui ont réussi à faire croire aux gens, même aux plus pauvres, que la baisse des impôts était souhaitable pour eux. Ne venez pas me parler de la question indépendantiste, vous, un valet du gouvernement fédéral.

On comprend bien, de par votre allusion au joul qu'utilise Falardeau, votre propre mépris du peuple québécois. La langue que l'on parle ici, ne vous en déplaît, ce n'est pas celle de Paris.

PASCAL LARRIVÉE

Un personnage nécessaire

Monsieur Pratte,

FALARDEAU, c'est du théâtre. Il a l'hyperbole facile. C'est un polémiste. C'est un personnage coloré. Je ne pense pas qu'il fasse peur à grand monde. Il en faut, des gens comme lui. Il nous fait réfléchir, mais peut-être pas comme il le souhaiterait ! Chartrand, le prof Lauzon sont comme ça, mais en moins « vulgaires ». De mon côté, j'aime



Pierre Falardeau

bien le voir en entrevue, il m'amuse. J'insiste : il me fait réfléchir plus que la majorité des gens. Et le fait qu'il ait des principes au point d'avoir refusé de lucratifs contrats de publicité, ça le rend plutôt sympathique. Toutes ces misères que lui ont causées Film Canada ainsi que le sénateur Gigantes (?), sans doute que ça l'a rendu davantage bourru. Mais il faut prendre ce qu'il dit avec un grain de sel, monsieur Pratte... !

RAY DESAULNIERS

Je n'en peux plus !

JE N'EN PEUX PLUS d'entendre les dinosaures souverainistes comme M. Falardeau cracher sur ce qu'est devenu le Québec, à savoir une société ouverte, performante et soucieuse de son avenir. Et cet avenir, n'en déplaît à M. Falardeau, il ne passe pas nécessairement par la souveraineté tant souhaitée par ce dernier. En fait, si l'on regarde l'état actuel des choses (une économie qui tire son épingle du jeu malgré les imperfections du système) un constat s'impose : en prenant soin des moins nantis et avec un peu plus de droiture et d'honnêteté intellectuelle de nos dirigeants, politiques et économiques, on pourrait bien affirmer bientôt que le Québec n'a jamais été aussi économiquement souverain qu'aujourd'hui. Quant à la souveraineté intellectuelle, c'est à chacun de nous de la définir. Pas besoin d'un (autre) référendum pour comprendre ça.

MARC CLOUTIER
Laval

Merci de le mettre à sa place

JE SUIS de ceux qui investissent dans des REER (des « crisses » parce que l'économie a baissé) de peine et de misère sans pour autant être très riche. Je sais que Falardeau est de ceux qui ne croient en rien d'autre que la médiocrité et les insultes. On n'a qu'à le regarder pour comprendre qu'il faut cracher sur les autres pour se faire remarquer. Il me fait

penser un peu à Chartrand qui bave sur tout ceux qui ne pensent pas comme lui. Les vrais patriotes sont ceux qui font avancer leur patrie socialement et économiquement. Le reste, c'est de la rhétorique.

JEAN-SERGE TREMBLAY

Falardeau et le PH de ma piscine

Monsieur Pratte,

LE PRINTEMPS dernier, je me suis procuré un Nature2 chez Club Piscine. Ce produit fantastique, que je recommande à tous, m'a permis de profiter d'une eau de piscine très claire tout l'été, avec très peu d'entretien. C'est drôle, je ne suis pas devenu souverainiste pour autant.

FRANÇOIS SAWYER
Saint-Hubert

Je ne me sens pas méprisé

VOUS VOUS SENTEZ méprisé par Pierre Falardeau ? Pas moi. Au contraire, j'admire beaucoup ce grand Québécois qui a pleinement mérité d'être nommé Patriote de l'année. Et quant à moi, il serait le Patriote du siècle pour avoir résisté aux bureaucrates qui ont tenté de le bâillonner. Mais on n'en a que pour la personnalité de l'individu plutôt que de tenir compte aussi de ses opinions. Quand vous magasinez, vous n'achetez pas un produit pour l'emballage, mais pour ce qu'il y a dedans.

Pour ce qui est de ses propos sur la société québécoise, il a 100 fois raison. On se préoccupe beaucoup plus de notre petit confort et de notre petit bonheur de consommateur que de l'avenir du Québec. Je sais que vous ne voulez plus en entendre parler pour un bout de temps, mais tant que ça ne sera pas réglé, vous êtes condamné à en entendre parler.

Parlons-en de la santé. Vous ne trouvez pas qu'on est en train de faire tout un cirque avec ça ? Je ne dis pas que ce n'est pas important d'en parler, mais j'en ai assez de voir des médecins faire les clowns et nous prendre en otage avec toutes sortes de menaces pour être plus grassement payés, comme s'ils étaient les enfants pauvres de la société. On croirait entendre les athlètes professionnels ! Et que dire des médias, qui nous inondent d'images de patients étendus sur leurs lits, qui comptent combien il y a de patients aux urgences et j'en passe ! Est-ce qu'on pourrait, une fois de temps en temps, arrêter de capoter avec la santé ? Et je n'ai pas parlé des démagogues comme Jean Charest qui se font du capital politique sur le dos des malades !

Bref, je ne me sens pas méprisé par Falardeau.

SIMON GIRARD

Vous voulez nous écrire ?
forum@lapresse.ca

Forum

Comment vaincre le taxage?

À la suite de l'appel à tous lancé la semaine dernière, vous avez été nombreux à nous faire part de vos commentaires et solutions. Nous publions aujourd'hui plusieurs de vos lettres.

Parlez...

PSYCHOÉDUCATRICE, j'ai donné l'an passé des formations aux élèves de 5^e et de 6^e années dans certaines écoles du nord de Montréal. Ce que j'ai entendu comme histoires... L'une des plus touchantes est celle de cette grande de 6^e qui pour la première fois parlait de l'intimidation dont elle avait été victime en 1^{ère} année : elle devait apporter tous les jours un « rouleau aux fruits », sinon elle ne pouvait pas jouer à la corde à danser et était isolée dans le fond de la cour.

Souvent, les enfants en parlent, mais les adultes considèrent cela comme des chicanes d'enfants ; j'ai insisté : « Parlez jusqu'à ce qu'un adulte vous écoute. »

L'accompagnement des victimes est essentiel, l'aide aux agresseurs également, mais tout aussi primordial est l'accompagnement des témoins. Et il y en a beaucoup.

LOUISE BLAIS
Montréal

Isoler les taxeurs

PAS FACILE en effet de régler ce problème, mais je crois qu'il y a quelques solutions qui pourraient compliquer la vie de certains taxeurs. Moi, ma solution dans un tel cas, c'est de prendre tous les taxeurs et de les envoyer dans une école qui leur serait consacrée. Je crois aussi que cette faute devrait être considérée comme très grave, voire criminelle, et traitée comme telle avec beaucoup de rigueur. La loi de la DPJ devrait aussi protéger les enfants contre ce type d'agresseurs qui peuvent causer autant de troubles chez l'enfant que bien des agressions physiques et sexuelles.

ROBERT CÔTÉ

Un «vrai» surveillant

LE TOUT PREMIER geste à faire pour vaincre le taxage serait de placer un surveillant dans la cour d'école. Je veux dire un vrai surveillant pas un « promeneux » qui ne se sent pas concerné. Les élèves se sentiraient encadrés et cela éviterait les batailles et les intimidations. Je sais de quoi je parle, j'ai trois garçons et je devais aller faire la police dans la cour d'école parce que des petits durs y faisaient régner la terreur. Les professeurs ne se sentaient pas concernés parce ce n'était pas écrit dans leur convention. Mes enfants n'ont plus eu ces problèmes dans les écoles privés parce qu'il y avait des surveillants et beaucoup de sports dans la cour.

LOUIS COURNOYER

Impliquer les brigadiers

POURQUOI ne pas impliquer les brigadiers qui sont déjà payés pour faire traverser les rues nos enfants. Ils sont déjà sur place près des écoles et ils voient beaucoup de choses. La création de groupes de vigilance dans les écoles, groupes formés d'écopliers volontaires, élus, respectés, et appuyés par la direction de l'école et par les services de police serait comme une vigie qui annoncerait la venue des dangers.

J. DENIS

Pour se venger!

J'EN DISCUTAIS avec mes amis hier soir. Vous avez vu ? Ils veulent combattre le taxage... On avait tous les trois le sourire en coin. On se souvenait du temps où le taxage faisait partie de notre vie quotidienne. On s'était tous fait taxer plusieurs fois, à plusieurs endroits. À Outremont, au métro Vendôme, à la sortie de la défunte place Jack sur le boulevard Décarie. Des casquettes, des manteaux, un walkman. Et puis j'apprends qu'un de nous, étudiant à la maîtrise aux HEC, avait pour se venger taxé lui aussi à quelques reprises. Même chose pour un autre de nous, également étudiant aux HEC. Puis à moi d'avouer que j'avais participé à un taxage, un petit gars dans un parking à côté du métro Snowdon.

On était pas mal nostalgiques. Pas vraiment traumatisés de l'expérience. Au contraire, ça nous a appris un peu la vie.

ASMIL IZUF

Le port de l'uniforme

JE SUGGÈRE le port de l'uniforme. Tout le monde habillé pareil va surement diminuer le taxage dans les écoles.

LISETTE PAQUIN

Plus sévère

CE FLÉAU enfin décrié est beaucoup plus dommageable qu'on le pense. Un enfant, c'est fragile et le tort psychologique peut être énorme. Il y a déjà eu des suicides de jeunes, quelle perte épouvantable ! Ça urge !

Une solution, à mon avis est d'ouvrir la loi sur les jeunes contrevenants. Quoique en accord avec cette loi, je crois qu'un changement faisant que toute personne participant à une forme de taxage serait punie d'une façon plus sévère assortie de cours obligatoires de sensibilisation de comportements aurait un effet bénéfique.

Actuellement, la p'tite tape sur les doigts en fait rire plusieurs...

MAURICE GIROUX



Photo PIERRE McCANN, La Presse ©

Il existe une sorte de loi du silence dans les cours d'école et autour, car les jeunes ont peur d'être intimidés par d'autres. Mais que faut-il faire ?

« Au moins, j'aurai essayé »

GUYLAINE LARGUAY

JE TRAVAILLE dans une école primaire. Alors que je faisais une intervention entre deux filles pour des chicanes qui nous paraissent parfois banales, une des deux filles m'a avoué que « certaines journées on dirait qu'il nous manque quelque chose, alors on se regroupe et on s'attaque à une personne, juste pour le plaisir ».

Le pire, c'est qu'elles savent que ce n'est pas correct mais le font quand même... juste pour avoir du plaisir.

De plus, il existe une sorte de loi du silence, car les jeunes ont peur d'être intimidés par d'autres. Pourtant nous avons eu depuis l'an dernier quatre ateliers sur le taxage et l'intimidation.

Mais où est-ce qu'on s'en va ? Dès cette semaine, j'amorce une démarche avec les élèves et les enseignants ainsi qu'un professionnel en psychoéducation, mais franchement, j'ai peur d'ouvrir une boîte de Pandore.

Je fonce car je me dis : au moins, j'aurai essayé.

Une grande part de responsabilité revient aux parents.

Et les parents dans tout ça ? L'autre jour, un père est venu à la rencontre d'un élève qui avait nargué son fils. Le père a pris le garçon par la gorge et lui a « sacré après ». Quelques minutes plus tard, le père était dans mon bureau pour porter plainte contre le garçon. Il a fait exactement ce qu'il ne voulait pas que le garçon fasse à son fils. Comment voulez-vous que le message passe ?

Combien de fois je reçois des parents qui en ont assez que leur enfant se fasse intimider, mais le message qu'ils passent à leur enfant, c'est « frappe, si tu te fais frapper ». Ça devient très difficile à gérer.

Une grande part de responsabilité revient aux parents. Beaucoup d'entre eux ont démissionné. Comment allons-nous reprendre le dessus ? Franchement, je ne le sais pas et je me dis que ça ne prend pas juste des millions du gouvernement, mais une éducation de toute la population.

Parfois, j'ai le goût de tout lâcher, mais ma conscience me dit : essaie encore, il y a quelque chose à faire... mais il y a tant à faire !

Un mal silencieux

BERNARD DESROCHERS
L'auteur est directeur du Service
Clinique - Montréal de l'organisme
Jeunesse, J'écoute - Québec.

LE TAXAGE et l'intimidation sont sans contredit des problématiques graves qui méritent que l'on s'y attarde, que ce soit à titre de parents, d'aidants ou de simples citoyens qui ont à coeur le bien-être de nos enfants. Il est d'autant plus difficile de faire face à cette situation qu'elle constitue un mal silencieux et insidieux, les jeunes ayant à la fois honte et peur de dévoiler leur victimisation.

Des outils pour les aider...

Lorsqu'un jeune nous dévoile qu'il est victime de taxage ou d'intimidation, il est fondamental :

- > De lui faire comprendre qu'il n'est pas le seul à subir cette situation pour diminuer sa honte et briser son isolement ;
- > De se positionner clairement comme adulte en identifiant ces gestes comme étant inacceptables, voire criminels, et que personne ne mérite pareil traitement ;
- > D'explorer avec lui les autres relations qu'il entretient, qui sont positives et lui apportent un bien-être. Cela peut paraître simpliste, mais les amis constituent une source importante de soutien et de valorisation pour un jeune, car il peut ainsi se reconnaître une valeur ;

> De vérifier le niveau de gravité de la situation à laquelle il a affaire : est-ce que cela se produit souvent ? Dans quelles circonstances et quels types de gestes ont été faits ? Qui est ou qui sont les personnes qui intimident ou taxent le jeune ? Des gens avec qui il doit nécessairement composer au quotidien ou non ? A-t-il déjà réussi par le passé à s'affirmer et faire stopper une situation où on l'intimidait ? Comment s'y était-il pris ?

D'explorer la réaction du jeune lorsqu'il se fait intimider : peut-il démontrer une autre attitude (ex. : posture, regard) qui témoignera d'une plus grande confiance en lui ? Peut-il éviter le contexte dans lequel la situation problématique se produit ? Dans les cas plus graves, peut-il compter sur des alliés s'il sent que sa sécurité est menacée (professeurs, direction d'école, parents, voisins, amis) ?

Certains, vraisemblablement, gagneront à améliorer leurs habiletés sociales afin d'éviter d'être constamment considérés comme « la victime idéale ». D'autres auront besoin de soutien pour s'accepter tels qu'ils sont et ne plus être autant blessés par ces commentaires désobligeants ou carrément méchants. Attention, il n'est nullement question ici d'avancer que ces jeunes « ont couru après » ce qui leur arrive, mais bien de les outiller là où ils sont le plus vulnérables.

Ce qui ressort souvent des appels que

Jeunesse, J'écoute reçoit est le sentiment d'impuissance ressenti par ces jeunes : « Je me fais dire de les ignorer. J'ai bien essayé, je n'y arrive pas. » Avant d'entrer dans les moyens à prendre, il faut d'abord prendre le temps d'accueillir le jeune pour qu'il sente que ses émotions sont validées et tout à fait normales, considérant ce qu'il a dû endurer parfois depuis bien longtemps. Les adultes (et surtout les parents) vivent aussi beaucoup d'impuissance lorsqu'ils sont mis devant le fait accompli. Sans mauvaise intention, plusieurs peuvent transmettre aux jeunes des formules clichées du genre : « Ce sont des histoires d'enfants ! », « Laisse-les faire, ça va passer ! ». Les adultes ont un rôle essentiel à jouer dans de telles circonstances, celui de réaffirmer leurs croyances en des valeurs claires telles que l'acceptation et la valorisation des différences, l'affirmation de soi et le respect de l'autre qui débute par le respect de soi. Nos jeunes ont besoin d'adultes qui se posent en tant que modèles et qui sont prêts à affirmer haut et fort qu'ils ne toléreront pas de telles attitudes de la part de quiconque prétend le contraire.

Depuis de nombreuses années déjà, Jeunesse, J'écoute se veut une solution accessible dont les caractéristiques (gratuit, confidentiel et anonyme, 24 heures) favorisent un premier contact.

Jeunesse, J'écoute : 1-800-668-6868

Briser le silence

MARCEL RENO
L'auteur est vice-président au secteur psychoéducation à l'Ordre
des conseillers d'orientation et des psychoéducateurs du Québec.

COMME LE souligne l'éditorial de M. Jannard portant sur le plan d'action contre le taxage à l'école, la solution au problème du taxage passe par des interventions auprès des individus qui s'adonnent à une telle pratique tout autant que par des interventions au bénéfice de ceux et celles qui en font les frais. Toutefois, les efforts consentis et les ressources allouées à ces interventions ne doivent pas laisser dans l'ombre une autre dimension fondamentale de l'intervention en réponse à cette problématique. Le milieu scolaire peut, en raison de ses

caractéristiques organisationnelles, constituer un excellent terroir pour la violence sous toutes ses formes. Au contraire il peut être un lieu de résolution des conflits caractérisé par le respect des personnes et de leurs droits.

À cet égard, les recherches récentes en psychoéducation ont conduit à la mise au point d'instruments qui permettent d'évaluer l'environnement socioéducatif des écoles primaires et secondaires au Québec et de prendre les mesures requises afin de prévenir ou de contrer la violence sous toutes ses formes. En cette matière, l'expertise des psychoéducateurs en milieu scolaire est bien établie et il convient de la mettre en valeur afin d'apporter une réponse globale à un problème dont l'importance est finalement reconnue.

À L'ACHAT DE LA PLUPART DES MODÈLES 2002 OU 2003 NEUFS EN STOCK

99

JOURS SANS PAIEMENTS*

C'est l'événement

VALEURS

en fête!



EXPLORER XLT 2003

Moteur V6 4 L
Suspension indépendante aux 4 roues
Phares antibrouillards
SecuriLock^{MC}



ESCAPE XLT 2003

Phares antibrouillards
Climatiseur
Radio AM/FM stéréo avec chargeur de 6 CD
Glaces en verre unidirectionnel



WINDSTAR SPORT 2003

Système audiovisuel familial
Freins antiblocage aux 4 roues
Rétroviseurs-signaux chauffants à réglage électrique



TAURUS SEL 2003

Toit ouvrant transparent à commande électrique
Pédales à réglage électrique
Alarme antivol à détection périmétrique
Climatisation à régulation électronique de la température



FOCUS SE FAMILIALE 2003

Climatiseur
Radio AM/FM stéréo avec lecteur laser
Verrouillage des portes électrique
avec entrée sans clé à télécommande



F-150 XTR 4X4 2003

Marchepieds moulés
Climatiseur
Phares antibrouillards
Jantes en aluminium de 17 po



ford.ca

ACHAT*	LOCATION**
 Mise de fonds Paiement pendant 99 jours Intérêt pendant 99 jours	 Mise de fonds Dépôt de sécurité 1^{re} mensualité payée par Ford
À L'ACHAT DE LA PLUPART DES MODÈLES 2002 OU 2003 NEUFS EN STOCK OU À LA LOCATION DE LA PLUPART DES MODÈLES 2003 NEUFS EN STOCK.	



Votre conseiller Ford

3097403A

3097425



Photos à titre indicatif seulement. *Achat: cette offre s'applique à l'achat de la plupart des modèles 2002 ou 2003 neufs en stock avec un financement de 36 mois ou plus de Crédit Ford, sur approbation de crédit. Frais de transport et taxes applicables en sus. **Location: cette offre s'applique à la location de la plupart des modèles 2003 neufs en stock pour des termes allant de 24 à 48 mois de Crédit Ford, sur approbation de crédit. Ces offres s'appliquent à la plupart des véhicules Ford neufs en stock, à l'exception des Lincoln, Thunderbird, Série F dont le PTAC excède 3 856 kg et des véhicules spéciaux (SVT), et s'adressent uniquement à des particuliers. Immatriculation, assurances et frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers en sus. Ces offres ne peuvent être jumelées à une offre de financement à 0 % ni à aucune autre offre, à l'exception de la remise aux diplômés pour laquelle certaines conditions s'appliquent. Ces offres de durée limitée peuvent être annulées en tout temps sans préavis. Voyez votre conseiller Ford pour obtenir tous les détails.